



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Fr

7059.26

WIDENER



HN XSXQ V

*Bibliothèque
de M^r le comte Riant*

74.7059.26

HARVARD UNIVERSITY LIBRARY



FROM THE LIBRARY OF
COUNT PAUL Riant

MEMBER OF THE
INSTITUTE OF FRANCE
HISTORIAN OF THE
LATIN EAST

MDCCCC

GIFT OF J. RANDOLPH COOLIDGE
AND ARCHIBALD CARY COOLIDGE

E.H. 1900

*Dr. Honoré Paul Ricant
Bibliothèque de la Ville de Magny
Journées de la Ville de Magny
Maison de la Ville de Magny
Maison de la Ville de Magny*

NOTICE

SUR LA

VILLE DE MAGNY

EN VEXIN



NOTICE

SUR LA

VILLE DE MAGNY

EN VEXIN

PAR M. FEUILLOLEY

ANCIEN MAIRE

MEMBRE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-OISE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR



MAGNY

CHEZ PETIT, LIBRAIRE

RUE DE PARIS, 21

1865

~~65+3.31.3~~

40.70 59.26

Harvard College Library
Rare Book Collection
Gift of J. Van Dine Coebridge
and Archibald Henry Coebridge
Feb. 26, 1889.

Il existe sur Magny deux notices imprimées, l'une dans la statistique de l'arrondissement de Mantes, par M. Cassan, sous-préfet; l'autre dans la statistique du canton de Magny, par M. Andry, et des notes manuscrites laissées par M. Dufour, ancien greffier de la justice de paix; mais ces notices étant extrêmement succinctes, j'ai pensé que mes concitoyens liraient avec plaisir un récit plus détaillé; c'est ce qui m'a décidé à publier ce petit ouvrage.

NOTICE

SUR MAGNY

La ville de Magny-en-Vexin est située presque à l'extrémité nord du département de Seine-et-Oise, et à soixante kilomètres de Paris, sur la rive gauche de la rivière d'Aubette, petit cours d'eau qui prend sa source près de là et se jette dans l'Epte, après un cours de neuf kilomètres¹. Elle est traversée, dans toute sa longueur, par la route impériale, n° 14, de Paris à Rouen, et, dans toute sa largeur, par la route départementale, n° 22, de Vernon à Beauvais. Elle s'élève à mi-

1. L'Aubette donne son nom à une petite vallée où se trouvent, sur son cours et sur ses affluents, onze moulins à blé et dix autres usines.

NOTICE

sur un coteau incliné vers le nord, et repose
in sol argileux dont la base est un banc de
très-épais. Au sommet du coteau, le sous-
est formé d'une argile plastique imperméable
eaux pluviales, qui donnent naissance à de
ites sources.

Cette ville, dont la population est de dix-huit
nts habitants, comprenait, avant la Révolution,
nq hameaux (Arthieul, Blamécourt, Charmont,
fodent et Velannes) formant aujourd'hui quatre
communes distinctes, qui lui sont encore réunies
pour le culte, l'instruction, l'assistance pu-
blique, etc., et que nous ne pouvons pas en sépa-
rer dans cette notice ; leur population est de sept
cents habitants ; leur sol est en général sem-
blable à celui de Magny, mais Blamécourt et
Velannes reposent en partie sur un banc de cal-
caire qui fournit de bonne pierre de taille.

Magny a vingt-cinq rues, quatre places, deux
impasses, deux passages, huit boulevards et près
de cinq cents maisons. La superficie de la com-
mune est de deux cent dix-huit hectares, la ville
en occupe environ dix et le surplus forme son
territoire, composé de terres labourables et de
prairies. Ce territoire est enclavé de toutes parts

dans celui de nos anciens hameaux, sauf au nord, où il confine à la commune de Saint-Gervais, dont les premières maisons sont si rapprochées de la ville qu'elles semblent en faire partie.

Le nom de Magny, porté par plus de vingt communes de France, vient, dit-on, comme manoir et autres noms analogues, du mot latin *manere*, demeurer, séjourner; on le trouve écrit dans les anciens monuments : Mani, Masni, Masgny.

Quoi qu'il en soit de cette étymologie, notre ville paraît avoir une existence très-ancienne. On y a trouvé souvent des tombes, des briques, des tuiles et autres débris de l'époque gallo-romaine. La distance entre Paris et Rouen formant nécessairement quatre journées de marche, Magny, par sa position sur le grand chemin, a dû toujours être une étape, et c'est peut-être ce que signifiait son nom. Aussi de savants géographes y placent-ils la station romaine appelée Petromentalum dans l'Itinéraire d'Antonin, qui indique comme première station après Lutetia (Paris) Briva Œsiae ou Isaræ (Pontoise) et comme seconde Petromentalum (Magny). En effet, la voie romaine, nommée encore aujourd'hui Chaussée de Jules

César, part de Pontoise, traverse Arthieul, passe à Magny, puis à Estrééz (*strata via*, nom que les Romains donnaient aux parties pavées de leurs routes). Cette chaussée allait ensuite vers Archemont (Arcis Mons¹, colline fortifiée), passait à Magnitot (Magnitost, Magni ostium, la clef, la porte de Magny) et se dirigeait vers la Normandie.

Remarquons que tout est romain dans cette direction : la Chaussée, le Camp de César², où l'Aubette a sa source, le nom de cette petite rivière, Albunea, donné par les Romains à de nombreux cours d'eau, Magny, les Boves, Estrééz, Archemont, le Châtelet, Magnitot, Ducourt, le Mont-Terrier, etc. Depuis la conquête des Gaules par Jules César, cinquante-neuf ans avant Jésus-Christ, toute la France actuelle était en effet une province romaine divisée en plusieurs grands gouvernements. Nos ancêtres, les Vellio-casses (Vexinois), dépendaient de celui appelé

1. *Arx*, *arcis*, fort, citadelle ; *Arcis pons*, Pont-de-l'Arche, pont fortifié.

2. On donne ce nom à tous les lieux où des armées romaines ont campé, même longtemps après Jules César, tous les empereurs romains ayant porté le nom de César.

Lugdunensis secunda, dont Rotomagus (Rouen) était le chef-lieu.

La religion des Romains avait pénétré dans les Gaules avec leurs armes et s'y était établie avec leurs institutions; nous en trouvons partout autour de nous des souvenirs; mais au troisième siècle de l'ère chrétienne, saint Nicaise et ses compagnons, saint Clair, son disciple, et un peu plus tard saint Germain, évêque de Paris, prêchèrent l'Évangile dans le Vexin. Saint Nicaise et ses compagnons subirent le martyre à Gasny, et saint Clair dans le village qui prit son nom. Leur parole porta ses fruits, car moins de deux siècles après, toutes nos populations étaient chrétiennes.

Malgré l'inégalité établie par les lois entre les Romains et les Gaulois, malgré les persécutions contre les chrétiens, notre pays, sous la domination romaine, était régi par un gouvernement régulier, et la civilisation s'y développait progressivement; mais l'invasion des Francs et autres peuplades d'au delà du Rhin le plongea dans la plus affreuse barbarie. Les conquérants se partagèrent tous les bourgs, villages et terres, et conservèrent les habitants, sous le nom de serfs,

pour faire valoir leurs domaines. Le serf, attaché à la glèbe, c'est-à-dire à la terre, ne pouvait changer de résidence ou de profession, ni se marier, en un mot disposer ni de lui ni des siens sans le consentement de son maître⁴. Vainement ces barbares se convertirent au christianisme, le changement de religion ne put adoucir la dureté de leurs mœurs.

Chaque chef avait construit, dans sa terre, un château fort d'où il dominait sa contrée. Nous voyons plus tard les seigneurs ne sortir de leurs châteaux que pour guerroyer soit entre eux, soit sous la bannière du roi, soit contre le roi lui-même. Les populations se groupaient au pied du château, où elles trouvaient un refuge en cas d'attaque. Quand le groupe d'habitations prenait une certaine importance, les seigneurs faisaient construire une enceinte pour sa défense ; c'est ce qui arriva pour Magny : le château occupait l'emplacement du passage Lefèvre et s'étendait vraisemblablement jusqu'à la rivière, qui alors coulait dans les prés

4. « Le sire, dit Beaumanoir, qui écrivait sous saint Louis, en 1250, peut prendre aux serfs tout ce qu'ils ont et les tenir en prison, toutes fois qu'il lui plaît, soit à tort, soit à droit, et n'est tenu d'en répondre qu'à Dieu. »

SUR MAGNY.

de la Rosière. Les seigneurs avaient fait construire, à une époque que l'on ne peut préciser, une enceinte qui fut plusieurs fois agrandie et dont le dernier développement est indiqué par les boulevards actuels, qui en étaient les fossés.

Alors ou depuis, cette enceinte fut flanquée de tours dont les dernières ont été démolies de nos jours ; elle était fermée par quatre portes qui portaient les noms de portes de Paris, de Rouen, du Beauvais et de Vernon. Ces portes étaient fermées la nuit, et sur celle de Vernon était la niche du guetteur chargé de signaler l'arrivée des ennemis.

La propriété, base de toute société, ne commença à se reconstituer un peu qu'à l'époque où les seigneurs, pour se procurer des ressources, concédèrent à leurs serfs des chaumières et des parcelles de terre, moyennant certaines redevances, soit en nature, soit en argent, qu'on appelait cens. Ils concédèrent d'abord les mauvaises terres, se réservant les meilleures pour leurs domaines ; aussi voyons-nous encore aujourd'hui, après tant de siècles et de révolutions, les anciennes fermes seigneuriales composées des meilleures terres : telle est, à Magny, la ferme d'Estrez.

Ces démembrements des domaines seigneuriaux ne se firent que très-lentement, et la différence toujours croissante des prix, pour les concessions faites en argent, en indique les diverses périodes ; ce furent d'abord quelques deniers par arpent, puis quelques sols et enfin quelques livres.

Tous les trente ans, les particuliers détenteurs de ces biens se présentaient devant leur seigneur ou son délégué, assisté d'un notaire, et reconnaissaient ou avouaient, selon le langage du temps, qu'ils tenaient à cens tel héritage moyennant telle redevance annuelle. C'est ce qu'on appelle les aveux, recueils précieux et qui jettent une lueur sur l'histoire de ces temps obscurs.

Outre le cens, qui, comme on vient de le voir, était le prix de la concession faite par le seigneur, nos campagnes payaient le champart et la dîme.

Le champart (*campi pars*) était un prélèvement que le seigneur exerçait sur toutes les récoltes. La coutume portait : « Quiconque, sitôt qu'il a fait seyer et faucher et mis à point le grain qui à crû esdites terres et avant qu'il puisse rien transporter desdits grains, doit faire savoir au seigneur à ce qu'il vienne ou envoie compter et

choisir aux dizeaux son champart, et lorsque ledit seigneur a pris son dit champart, le laboureur est tenu à ses dépens charrier et mener ledit champart en la grange du seigneur. »

A Magny, le champart était la onzième gerbe, c'est-à-dire une gerbe sur onze.

Les vignobles, qui existaient autrefois dans certaines parties de notre territoire, notamment dans les côtes des Boves, devaient aussi le champart. « Les droits de vinage dus sur les vignes, dit la coutume, se doivent payer à bord des cuves, et le détenteur ne peut tirer son vin sans premièrement avoir payé ledit vinage. »

La dîme était aussi un droit en nature que les laboureurs payaient au curé de la paroisse sur les produits de l'agriculture; elle était, comme l'indique son nom, la dixième partie de ces produits. Cette institution, empruntée aux Hébreux, avait sa raison d'être quand le clergé était pauvre, puisque c'était le seul moyen d'existence des prêtres, mais elle devint une charge et une gêne inutiles quand le clergé se fut enrichi.

La dîme, à Magny, était, quant aux grains, ce qu'on appelait la dixième gerbe, c'est-à-dire que le curé choisissait une gerbe sur les dix restant

au dizeau après le prélèvement du champart, et le laboureur était également tenu de transporter gratuitement ces gerbes dans la grange du curé, qu'on appelait dans chaque paroisse la grange-dîme. A Magny, cette grange était près du presbytère, dans la rue de l'École; elle a été vendue pendant la Révolution et convertie, il y a quelques années, en maison.

Il ne faut pas croire qu'en payant le cens, le champart, la dîme et même plus tard la taille royale⁴, nos pères jouissaient paisiblement de leur chaumière et de leur champ. Outre les violences et les dévastations auxquelles ils étaient exposés au milieu de guerres continuelles, ils devaient à leur seigneur les corvées les plus pénibles et une foule de redevances.

Veut-on savoir, par exemple, ce que devait aux officiers du seigneur un vigneron sur une pièce de vin après avoir payé le cens, le champart, la

4. La taille, qui a subsisté jusqu'à la Révolution, était ce que nous appelons aujourd'hui les contributions directes. Comme, dans l'origine, les percepteurs étaient aussi ignorants que les contribuables, au lieu de registres, ils se servaient de tailles, d'où le nom de l'impôt. La noblesse et le clergé étaient exempts de la taille, et les riches bourgeois parvenaient souvent à s'en exempter en achetant des charges.

dîme et la taille? Il devait les droits : 1° de forage, pour mettre la pièce en perce; 2° de rouage, pour le vin vendu en gros et chargé (le droit est dû avant que la roue tourne, disent les commentateurs); 3° de liage, droit pris sur la lie; 4° de cellerage, droit pris quand le vin est mis en cellier; 5° de chantelage, droit pris sur les chantiers, dans les caves et celliers; 6° de vientrage, droit de passage sur la terre d'un autre seigneur; le tout sans préjudice des amendes et confiscations, comme à Charmont, dont les aveux nous expliquent que, si une charrette chargée de vins ou de grains versait dans l'étendue de la seigneurie, le chargement appartenait au seigneur.

Certains droits féodaux étaient bizarres; ainsi, à Arthieul, le seigneur avait le droit, quand il recevait compagnie au château, de prendre les matelas et les draps des habitants pour l'usage de ses hôtes; ainsi Sauval raconte que, quand l'épouse du seigneur de Banthelu était en couches, les femmes de Magny étaient obligées d'aller battre l'eau des fossés du château, pour faire taire les grenouilles, en chantant : Pa, pa, ranottes, pa : Paix, paix, grenouilles, paix. Mais la noblesse française, devenue, aux dix-septième et

dix-huitième siècles, aussi polie qu'éclairée, laissa tomber en désuétude ces droits ridicules, ou même y renonça expressément.

Il n'en fut pas de même malheureusement des droits qui produisaient des revenus dont cette noblesse, par les progrès toujours croissants du luxe, avait de plus en plus besoin. Ainsi les droits si onéreux de banalité ne furent abolis que par la révolution de 1789 ¹. Nous avons à Magny le moulin banal, dont l'établissement avait dû exiger de grandes corvées, car il fallut détourner le cours de la rivière et l'encaisser comme nous le voyons aujourd'hui. Je crois que les moulins d'Arthieul et de Hodent furent aussi des moulins banaux, ainsi que les deux moulins à vent établis sur notre territoire au douzième siècle, après le retour des seigneurs croisés qui avaient rapporté d'Orient cette invention. Nous avons le four banal, situé dans les dépendances du château et dont l'emplacement a conservé jusqu'à nos jours le nom de place du Four-Guignon comme un témoignage du peu de sympathie de la population; nous

1. La banalité était le droit qu'avait le seigneur d'exiger que tout le monde se servit du moulin, du four et du pressoir dépendant de la seigneurie.

avons enfin le pressoir banal, situé aussi dans les dépendances du château où se trouve aujourd'hui la rue de l'École.

Les droits de mouture au moulin banal se prélevaient en rasant le boisseau; ils me paraissent avoir souvent varié : au four banal, le droit était d'un pain sur six; au pressoir, d'un pot de vin sur quatre et d'un pot de cidre sur six.

L'agriculture était dans un état déplorable, l'assolement était biennal, c'est-à-dire qu'un champ produisait une année et se reposait l'année suivante; pas de bestiaux, pas d'engrais, à peine quelques grossiers instruments aratoires; le gibier, multiplié à l'infini, détruisait les récoltes; les guerres dévastaient les campagnes.

Au neuvième siècle, un nouveau fléau vint fondre sur notre pays. Les pirates du Nord (Normans), après avoir remonté la Seine et tout ravagé sur ses bords jusqu'à Paris, s'étaient répandus dans notre contrée et y mettaient tout à feu et à sang; en 885, ils prirent Pontoise et Magny, et le roi Charles le Simple n'obtint leur retraite au delà de l'Epte qu'en leur abandonnant la Neustrie, qui prit le nom de Normandie, et en donnant en mariage à Rollon, leur chef, sa fille

Gisèle : ce qui fut l'objet du traité signé en 912 dans l'église de Saint-Clair-sur-Epte, près Magny.

La cession de la Normandie à Rollon mit fin aux incursions des pirates normands ; mais alors commencèrent des guerres qui durèrent plus de trois cents ans, entre les rois de France et leurs vassaux les ducs de Normandie, successeurs de Rollon, devenus aussi puissants que leurs suzerains, depuis la conquête de l'Angleterre par Guillaume le Bâtard, l'un de ces ducs (1066).

Le théâtre de ces guerres était presque toujours les deux Vexins, dont les principales places étaient, selon les anciennes chroniques, dans le Vexin français, Pontoise, Chaumont, Magny et la Roehéguyon, et dans le Vexin normand, Gisors, Vernon et les Andelys. Ces places furent prises et reprises bien des fois ; les bords de la rivière d'Epte, qui séparait les deux Vexins, surtout la rive normande, étaient hérissés de forteresses.

Les famines, les épidémies, la petite vérole, apportée en France par les Arabes ou Sarrasins, quand ils poussèrent leurs conquêtes jusqu'à la Loire, la lèpre, rapportée d'Orient par les croi-

sés, décimaient les malheureuses populations. La lèpre s'était propagée avec une rapidité effrayante, et elle était si contagieuse que les lépreux ou ladres étaient soit parqués dans des enclos appelés ladrerries ou maladreries, soit relégués, hors des lieux habités, dans des cabanes en bois où ils vivaient isolés du reste des humains. A leur mort, on brûlait tout ce qui leur avait appartenu. A Magny, le séjour des lépreux était au haut du mont Saint-Antoine ; cet endroit a conservé jusqu'à nos jours le nom de Clos et de Croix aux Ladres.

Au milieu des violences et des misères de cette époque, l'Église seule essayait quelquefois de faire entendre des paroles de paix et le langage de l'humanité ; mais sa voix était étouffée par le bruit des armes ou méconnue dans une société qui ne connaissait d'autre autorité que la force.

Telle fut la triste situation de notre pays au moyen âge et jusqu'au quatorzième siècle ; mais elle s'améliora sensiblement à partir de cette époque, et le progrès fut d'autant plus rapide qu'il fut favorisé par MM. Legendre de Villeroy et Neufville de Villeroy, nos seigneurs¹. Ces

1. La seigneurie de Magny, Hallaincourt et Villeroy passa, en 1330, de la maison des Legendre, trésoriers de France,

seigneurs furent les bienfaiteurs de Magny.

D'abord ils y créèrent ou laissèrent s'y former une sorte de commune; car on voit, dans les documents de cette époque, les bourgeois s'assembler, ordinairement le dimanche après vêpres, pour délibérer sur leurs affaires et se donner des chefs, pris parmi eux, qui, sous le nom d'échevins, exerçaient une partie du pouvoir municipal.

Dans le même temps, ces seigneurs établirent à Magny un marché, et en 1498 ils obtinrent un édit du roi Louis XII portant création des deux foires qui y existent encore les 1^{er} mai et 29 septembre.

Nous allons les voir aussi soustraire Magny à l'autorité de Chaumont sous le rapport judiciaire.

La coutume de Senlis, qui régissait le Vexin français, avait été rédigée par écrit pour la première fois sous Charles VII, mais c'était plutôt un recueil de maximes féodales qu'un code de lois civiles; en 1539, François I^{er} en prescrivit

dans celle des Neufville, par le mariage de Geneviève Legendre avec un arrière-petit-fils de Richard Neufville, vendeur de poisson aux halles de Paris.

une nouvelle rédaction pour laquelle on dut prendre l'avis des trois ordres, la noblesse, le clergé et le tiers état. Le procès-verbal des séances de cette assemblée, présidée par un commissaire du roi, est daté du 16 août 1539. La circonscription territoriale, qu'on appelait l'accroissement de Magny, y fut représentée, pour la noblesse, par Louis de Silly, seigneur de la Rocheguyon, et Guillaume Pillavoine, seigneur de Villarceaux, pour le clergé, par M^e Jean Villery, prêtre, curé doyen de Magny, et Jacques de Marigny, prieur de Boury, élus et députés spécialement par les gens d'église, et pour le tiers état, par honorables hommes Pierre Legros, d'Archemont, et Jean de l'Epinay, de Magny, députés spécialement par le tiers état, même l'état de labour. Un grand nombre de membres de cette assemblée s'y firent représenter par des mandataires; mais les députés de Magny y siégèrent toujours en personne, et M^e Jean Villery y jouissait d'une grande influence. Une discussion très-vive s'étant élevée un jour entre deux seigneurs, au sujet d'un point important de droit coutumier, le commissaire du roi prit l'avis, sous serment, du doyen de Magny, et cet avis servit

de base à la rédaction de l'article de la coutume.

On lit, dans cette coutume, que le prévôt forain de Chaumont, juge ordinaire de la châtellenie, a un siège au village de Magny pour la portion de pays, nommé accroissement de Magny, qui est adjoint à Chaumont, à cause qu'il est loin de Senlis et qu'on n'en veut point faire un siège à part. Ce juge forain venait tenir une audience à Magny tous les quinze jours. Les appels de ses jugements se portaient devant le lieutenant général de M. le Bailly de Chaumont, et, quand un jugement était réformé, le juge forain était condamné à soixante sols d'amende.

Mais, en 1563, M. de Villeroy, secrétaire d'État, ayant fait réparer à ses frais les murailles et reconnaître à Magny le titre de ville, que l'influence de Chaumont lui avait toujours fait refuser, obtint du roi Charles IX une déclaration, donnée à Fontainebelleau (Fontainebleau), le 28 de février, qui établissait à Magny un juge particulier connaissant de toutes les matières civiles et criminelles, et dont les jugements ressortissaient en appel au parlement de Paris. La déclaration du roi ayant été présentée au parlement, pour y

être enregistrée, fut refusée sur l'opposition des officiers de justice de Chaumont, et il fallut, deux fois, des lettres de jussion du roi pour triompher du refus du parlement. Enfin la déclaration fut enregistrée par arrêt du 8 août 1566, avec la condition que le juge forain de Chaumont continuerait l'exercice de sa charge pendant sa vie ; mais, par l'entremise de M. de Villeroy, une transaction intervint entre ces deux magistrats, et le juge de Magny prit possession de son siège, en laissant à son collègue de Chaumont les épices de sa charge, sa vie durant¹.

Il y eut alors à Magny haute, moyenne et basse justice ; bailliage avec lieutenant général, procureur du roi, procureurs, greffier, sergent et huissiers, prison, fourches patibulaires, etc., etc. Le prétoire et la prison étaient dans la maison rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 7, qui après la Révolution servit longtemps de mairie et de justice de paix

1. Les épices étaient des honoraires que les plaideurs payaient aux juges. Dans l'origine, ces honoraires se payaient en nature, et comme les épices étaient un objet très-rare et très-recherché, les plaideurs étaient bienvenus à en offrir à leurs juges ; de là le nom d'épices donné même aux honoraires en argent. L'usage des épices a subsisté jusqu'à la Révolution de 1789.

(la ville l'a vendue en 1842); les fourches patibulaires étaient établies sur le bord du grand chemin de Paris, au-dessus des marais chauds, au lieu dit encore aujourd'hui la Justice.

Le ressort du bailliage de Magny comprenait soixante-douze paroisses.

La première condamnation capitale prononcée par ce bailliage fut celle de Pierrette Gilles, condamnée à être pendue comme sorcière; mais cette femme en ayant appelé au parlement de Paris, la cour, par arrêt du 5 juillet 1594, commua la peine de mort en un bannissement perpétuel.

Les derniers criminels pendus au gibet furent les assassins de M. de Favières du Plessis, exécutés en 1789.

Magny, quant au service militaire, était soumis au gouverneur de l'Ile-de-France, mais quant à l'autorité ecclésiastique, alors si considérable, à l'administration civile et aux finances, cette ville dépendait de Rouen. On s'est demandé quelle pouvait être l'origine de cette dépendance. Les uns disent que le Vexin formait primitivement une seule circonscription territoriale, et que, lors de sa division en Vexin normand et Vexin

français, cette division n'aurait d'abord été que nominale ; mais alors, comment étions-nous du gouvernement militaire de l'Ile-de-France et, quant aux lois civiles, régis par la coutume de Senlis, appelée d'abord coutume de Beauvais, et qui n'a aucun rapport avec celle de Normandie ¹ ?

D'autres savants donnent cette autre explication : le Vexin français faisait originairement partie du diocèse de Beauvais ; mais le roi Dagobert l'ayant donné à l'abbaye de Saint-Denis, qu'il avait fondée et qui dépendait de l'évêché de Paris, l'évêque de ce grand siège prétendit annexer cette contrée à son diocèse ; il s'ensuivit de longs et vifs démêlés entre les deux prélats, et, en attendant la décision du fond, le roi mit provisoirement le Vexin français en séquestre entre les mains de l'archevêque de Rouen, qui

1. La division entre la Normandie et l'Ile-de-France était si tranchée, qu'elle subsiste encore dans le langage de nos pays. Les habitants d'au delà de l'Epte appellent notre contrée la France. Ils disent : Un tel a pris une ferme en France, et réciproquement nous disons : Un tel a pris femme en Normandie.

La coutume de Normandie avait pour base le droit d'aïnesse et le régime dotal ; celle de Senlis, l'égalité dans les partages et la communauté de biens entre époux.

était alors saint Ouen, son ministre. Ce provisoire aurait duré jusqu'à la révolution de 1789. Voilà comment notre pays, quoique soumis au gouverneur militaire de l'Ile-de-France et régi par la coutume de Senlis, serait passé, quant au spirituel et à l'administration, sous la domination de l'archevêque et de l'intendant de Rouen.

Quoi qu'il en soit, l'archevêque de Rouen avait un vicaire général à Pontoise pour l'administration de la partie de son diocèse située entre l'Epte et l'Oise¹; l'intendant de Rouen avait un subdélégué à Magny, et le receveur des finances de la généralité de Rouen, pour Chaumont et Magny, résidait dans cette dernière ville².

Ainsi l'autorité locale se trouvait partagée entre le subdélégué, le bailli, qui joignait à ses fonctions judiciaires une partie du pouvoir municipal, les officiers du seigneur et les échevins élus par les habitants; de ce partage, sans attributions

1. Quand l'archevêque de Rouen venait dans cette partie de son diocèse, avant qu'il y eût des ponts sur l'Epte et sur l'Aubette, c'était le seigneur du Bout-du-Bois, près Magny, qui, à pied et nu-tête, menait par la bride le cheval du prélat, pour le passage à gué de ces petites rivières.

2. M. de Brière, dernier receveur des finances, avait son

déterminées, naissaient des conflits continuels auxquels l'autorité ecclésiastique ne se trouvait que trop souvent mêlée. Les échevins qui remplissaient les fonctions de prévôts des marchands, avaient la surveillance du commerce et des poids et mesures, dont le poinçonnage portait l'estampille du seigneur. Cette question des poids et mesures avait alors une importance dont on se fait difficilement une idée aujourd'hui. Louis XI, pour récompenser les marchands de Beauvais du courage qu'ils avaient montré (les femmes mêmes, sous la conduite de Jeanne Hachette, épouse d'un mercier), en repoussant les assauts de Charles le Téméraire, leur avait accordé le droit de réduire d'un douzième leurs mesures, de sorte que beaucoup de villes voisines, sans avoir les mêmes droits que Beauvais à cette singulière faveur royale, diminuèrent aussi plus ou moins leurs poids et mesures, au grand préjudice des ache-

hôtel et ses bureaux place de la Halle (n° 22), mais il habitait le château des Boves. Il s'est acquis des droits à notre reconnaissance par son attachement pour Magny et son zèle pour les progrès de l'agriculture ; c'est lui qui a introduit et propagé dans notre pays la culture des pommes de terre. Il est mort en Amérique, où il avait émigré pendant la Révolution. Son nom était encore populaire dans ma jeunesse.

teurs; mais à Magny, les échevins et les marchands conservèrent fidèlement les poids et mesures royaux, et telle est l'influence du bien que ces traditions de probité ne sont peut-être pas étrangères à la confiance dont jouit encore aujourd'hui le commerce de Magny.

Du reste, nous trouvons à chaque pas dans notre histoire locale la preuve de la confusion qui régnait à cette époque dans l'ordre social. Ainsi la seigneurie de Magny relevait de celle de Banthélu ou Bantellu, l'une des plus importantes du Vexin, à l'origine de la féodalité, comme semble même l'indiquer son nom : Bantellus, terre du Ban. Les seigneurs de Magny, supportant impatiemment cette suzeraineté, s'efforcèrent souvent de s'en affranchir et, ne pouvant y parvenir, saisissaient toutes les occasions de combattre et, plus tard, de plaider contre leur suzerain. J'ai lu les pièces d'un procès qui dura plus de cinquante ans, entre ces deux seigneurs, relativement au fief du Plessis-le-Veneur, situé sur le territoire de Banthélu, et dont ils se disputaient la suzeraineté. Le seigneur de Magny eut gain de cause, et les dernières pièces du dossier étaient les procès-verbaux de foi et hommage, monuments

curieux des usages du temps. On y voit le seigneur du Plessis se présenter devant la porte principale du manoir de Magny; il descend de cheval, ôte son épée, son casque, ses gants et ses éperons, se met à genoux, baise le cliquet de la porte et appelle trois fois à haute voix; alors la porte s'ouvre et il est introduit dans la salle d'armes, où il rend foi et hommage à son seigneur.

Et quoique, selon la loi salique, les fiefs ne dussent pas tomber en quenouille, c'est-à-dire appartenir à des femmes, parce qu'elles ne pouvaient suivre leur suzerain à la guerre, nous voyons, un an après, la fille du seigneur de Plessis renouveler la même formalité. Elle se présente en personne devant la porte de l'hôtel et manoir de Magny, descend de son palefroi, ôte son masque et ses gants, appelle trois fois et est enfin admise à prêter foi et hommage en mettant ses mains dans celles de son seigneur.

La féodalité était encore dans toute sa force quand la France, dévastée par les guerres civiles et étrangères, se vit, pour comble de maux, déchirée par les guerres de religion, qui durèrent de 1562 à 1598. « La réforme, dit M. Cassan, ne

prit pas sur la rive gauche de la Seine, il n'y eut pas à Mantes une seule famille protestante, tandis que sur la rive droite, dans le Vexin, elle prospéra en peu de temps. La présence de Calvin dans ces contrées peut expliquer la singularité de ce fait. Le seigneur d'Hazeville, près de Wy-Jolivillage, l'avait accueilli dans son château, et Calvin y composa plusieurs de ses livres. Il sortait parfois de sa solitude pour prêcher les habitants des campagnes, et il les entraînait par son enthousiasme. Le parti catholique appela Enfer le lieu que Calvin avait habité et il en a conservé le nom. »

Malgré le voisinage du château d'Enfer où résidait Calvin, et de celui de Buhy, où demeurait M^{me} Duplessis-Mornay, calviniste zélée, mère de l'ami de Henri IV, appelé plus tard le pape des huguenots, la Réforme ne fit pas de prosélytes à Magny. Partout où elle a prospéré, elle a laissé des traces profondes, et, sans parler de plusieurs autres communes de nos environs, celles de Buhy et de Wy, que je viens de nommer, en ont conservé des traditions. On y trouve encore le chemin du Prêche, la sente des Huguenots, etc.; on connaît les lieux où les protestants tenaient leurs

assemblées, et on sait les noms des familles qui sont revenues les dernières au catholicisme; mais à Magny rien de semblable, et je crois pouvoir affirmer qu'ici, comme à Mantes, il n'y eut pas une seule famille protestante. Ce résultat fut dû, sans doute, à la prudence de M^r Jean Deluz ou Delu, curé de Magny, et à l'influence de MM. de Villeroy père et fils.

Mais il ne faudrait pas en conclure que notre pays échappa aux malheurs et aux passions de cette époque, car les mémoires du temps nous prouvent trop souvent le contraire; on y voit la plupart des églises de nos environs dévastées par les réformés; on y lit qu'après le massacre des protestants à Paris, par ordre du roi Charles IX, dans la nuit de la Saint-Barthélemy (24 août 1572), quand ceux qui avaient échappé à la mort fuyaient dans toutes les directions, deux seigneurs du Vexin, dont l'histoire a conservé les noms, battaient les chemins et les plaines autour de Magny, égorgeant sans pitié les gens qui leur semblaient suspects d'hérésie, et cherchant Duplessis-Mornay pour lui faire subir le même sort¹;

1. Duplessis-Mornay leur échappa, parce que sa mère envoya au-devant de lui un domestique de confiance, nommé

quelques années après, M^{me} de Mornay, assaillie dans son château de Buhy, est obligée de se réfugier chez M^{me} de Montagny, sa tante, dont le château était défendu par une grosse tour armée de coulevrines.

La licence des guerres civiles, jointe aux vols alors si communs sur les grands chemins, rendait les voyages très-dangereux; nous voyons cependant dans les mémoires du temps que les hôtelleries de Magny étaient très-fréquentées, et que les voyageurs allant de Paris à Rouen, et réciproquement, préféraient notre route à toute autre (peut-être comme étant la plus courte et présentant moins de bois à traverser). Le nombre des auberges était considérable; il y avait l'Orme, Saint-Nicolas, Sainte-Barbe, la Fleur de Lis, l'Épée-Royale, la Chasse, le Coq-Hardi, le Petit-Coq, l'Écu de France, la Croix de Lorraine, les Trois-Rois, Notre-Dame, le Cygne, etc., etc. Le voyageur qui ne cherchait qu'un bon gîte descendait au Cygne ou à Sainte-Barbe, mais les gens de parti avaient leurs hôtelleries : les

Saturnin (de Buhy), qui le conduisit, par des chemins détournés, au château de Lu, chez un de ses parents, où il resta caché quelque temps.

ligueurs, partisans des princes lorrains, affluaient à la Croix de Lorraine ; tandis que les royalistes prenaient leur gîte à la Fleur de Lis ou à l'Écu de France. Malheur au voyageur d'un parti qui se fourvoyait en logis ennemi : il n'était pas sûr d'en sortir sain et sauf, tant l'esprit de parti avait alors de violence !

Ces hôtelleries, du reste, ne ressemblaient guère aux hôtels de nos jours. Elles se composaient, au rez-de-chaussée, d'une grande cuisine servant aussi de salle à manger, et, en haut, de grandes chambres ayant entrée sur des galeries ouvertes et contenant chacune quatre lits avec des ciels et des rideaux en toile ou en serge. Des voyageurs inconnus les uns aux autres occupaient ces lits. Les enseignes portaient : Ici on loge à pied et à cheval ; car on ne voyageait pas autrement, à moins de prendre le coche de Paris à Rouen, qui mettait quatre jours à faire le trajet et qui couchait au Cygne.

Il y avait à Magny un relais de poste avec de nombreux bidets (chevaux de selle). On ne connaissait pas les chaises de poste, qui ne furent inventées que sous Louis XIV. Quand un ou plusieurs voyageurs prenaient des chevaux de poste,

ils étaient conduits jusqu'au relais suivant par un postillon, qui ramenait les bidets.

Les voyageurs indigents, si nombreux à cette époque, logeaient dans une vaste maison fondée à leur intention, en 1585, par M^e Jacquart, prieur de Magny ; mais ces voyageurs, dont la plupart étaient des vagabonds ou, comme on les appelait alors, des truands, commirent de tels désordres dans cette maison, qui n'était gouvernée par personne, qu'en 1665 les échevins et notables habitants en obtinrent la suppression de l'archevêque de Rouen.

En 1587, Magny élit trois députés aux états généraux de Blois : MM. de la Fontaine pour la noblesse, le curé de Chaussy pour le clergé, et Nicolas Leclerc pour le tiers état. L'absence de ces députés dura deux mois, et, à leur retour, ils rendirent compte de leur mission à leurs commettants.

En 1589, la guerre de religion est dans toute sa force ; Paris, Rouen et toutes les places intermédiaires sont au pouvoir des ligueurs. Le 1^{er} août, Henri III est assassiné à Saint-Cloud et Henri IV devient roi de France ; mais, comme il était protestant, une partie des seigneurs catho-

liques l'abandonnent. En allant à Rouen, il s'empare de Pontoise et de Magny; mais, au mois de janvier 1590, le duc de Mayenne, qui était chef de la ligue depuis l'assassinat du duc de Guise, son frère, reprend Pontoise et Magny, et c'est de cette dernière ville qu'est datée une lettre du président Jeannin, son conseiller intime, au marquis de Villeroy, notre seigneur, où il exprime le désir de s'entendre avec lui « pour jeter les fondements d'une négociation pour la paix publique. »

Pontoise resta au pouvoir des ligueurs, ou plutôt du marquis d'Alincourt, fils de Villeroy, qui en était gouverneur pour la ligue, et qui, s'y étant rendu indépendant, ne remit cette place au roi qu'en 1593; mais, dans le courant de 1590, Henri IV avait repris Magny, car on l'y voit établi au mois d'octobre de cette année, et c'est de Magny qu'il écrit au parlement de Normandie, réfugié à Caen, au duc de Montmorency, gouverneur du Languedoc, et au duc de Nevers, gouverneur de la Champagne et de la Brie, pour les informer de l'état de ses affaires et leur donner ses instructions. C'est à la même époque que M. de Villeroy écrit dans ses Mémoires : « Deux jours après arriva vers moi un homme de mon

père, envoyé exprès pour me faire savoir qu'il avait vu Sa Majesté à Magny, laquelle lui avait dit, en présence de M. le maréchal de Biron, être si désireux de la paix qu'elle était contente de commencer par une cessation d'armes, pour donner relâche à ses sujets. »

Ainsi, dit un savant académicien, en parlant sans doute de Magny, c'est dans une petite ville du Vexin que, pendant la guerre civile de la ligue, furent prononcées des deux côtés les premières paroles de paix.

Le roi ordonna immédiatement au maréchal de Biron et à M. de Turenne de se rendre, le 15 octobre 1590, au château de Buhy pour conférer de la paix avec Duplessis-Mornay et Villeroy. Cette conférence ne produisit pas alors de résultat, mais à partir de ce moment Magny, Alincourt et Buhy devinrent le centre de négociations souvent interrompues et toujours reprises.

Au mois de juin 1591, nous retrouvons Henri IV à Magny, d'où il écrit encore de nombreuses lettres, et, le 4 juillet, il mande au duc de Nevers : « Depuis la dernière que je vous ai écrite de Magny, j'ai fait une grande cavalcade pour rencontrer mes ennemis.

En 1592, il est à Gisors, et M. de Villeroy part secrètement de Magny pour lui transmettre des propositions de paix de la part du duc de Mayenne. Ce fut de nuit, dit cet homme illustre, afin d'être moins vu. Et il ajoute naïvement : « Toutefois, un chacun ne laissa pas de le savoir le lendemain. »

Il serait intéressant pour nous de savoir où logea Henri IV pendant ses séjours à Magny ; il est probable que ce fut au château, qui n'existe plus aujourd'hui ; cependant, d'après la tradition, il aurait occupé la maison, rue de Vernon, n° 2 ; mais cette tradition est douteuse, car elle y fait séjourner aussi Gabrielle d'Estrées, que nous voyons toujours à Mantes pendant que le roi guerroyait dans le Vexin¹.

En 1610, l'année même où ce bon et grand roi, qui voulait effacer les ravages des guerres civiles, périt assassiné, il s'était souvenu de Magny et avait confirmé, dans les termes les plus

1. Dans l'histoire de Henri IV, à cette époque, on retrouve avec intérêt tous les grands noms de notre pays : outre nos Villeroy, Duplessis-Mornay, M. de Buhy, son frère, trois autres Mornay, seigneurs d'Ambleville, de Lu et de Villarcieux, M^{me} de La Rocheguyon, Guillaume de Maudétour, les seigneurs de Boury, de Chambord, de Lierville, etc.

flatteurs, des lettres patentes de son prédécesseur portant création, en cette ville, d'une compagnie d'arquebusiers commandée par un capitaine.

Par contrat passé devant M^e Lefebure, notaire à Magny, le 10 avril 1594, le seigneur de cette ville avait donné, à cens, aux capitaines et aux chevaliers arquebusiers arbalétriers de cette compagnie, une place à faire jardin contenant cinquante-cinq perches, assise entre les vieilles murailles et les murailles neuves de Magny, moyennant foi et hommage et une paire d'éperons dorés à chaque mutation d'homme vivant et mourant⁴.

L'uniforme des chevaliers était habit et veste écarlate, revers, collet et culotte noirs, boutons jaunes, bas blancs, chapeau uni et plumet blanc. Selon l'usage du temps, où la galanterie se mêlait à tout, ils avaient une devise en l'honneur des braves et des belles, et pour fête la Trinité, qui est devenue celle de la ville. On les voit briller dans différents concours, comme aujourd'hui,

4. Sous l'ancienne législation, les établissements qui subsistaient toujours, et qui dès lors se seraient trouvés affranchis des droits de mutation par décès, étaient tenus de désigner un homme, qu'on appelait vivant et mourant, au décès duquel ils payaient les droits de mutation.

dans un autre genre, notre fanfare et notre orphéon. Leur rivalité avec les chevaliers de Mantes et de Meulan dégénéra quelquefois en querelles et en rixes : c'étaient les mœurs du temps.

Cette compagnie subsista jusqu'au 8 juillet 1790, jour où elle déposa solennellement son drapeau dans l'église ; son jardin fut vendu, comme bien national, en 1793, malgré les réclamations énergiques du conseil municipal. Ce fut longtemps un jardin public, qui conserva le nom des Chevaliers et le boulevard voisin le porte encore.

A la même époque fleurissait une autre institution d'un caractère à la fois civil et religieux : c'était une confrérie de charité pour l'inhumation des morts, sous le patronage de saint Roch. Les plus gros bourgeois, comme on disait alors, briguaient l'honneur d'en faire partie et d'en occuper les dignités. Dans les temps les plus difficiles, pendant les épidémies les plus meurtrières, elle ne faillit jamais à sa mission, et pour perpétuer la mémoire de son dévouement, une procession se fait tous les cent ans. La dernière a eu lieu en 1824, avec une grande solennité. M. Lefebure, alors curé de Magny, en a publié la relation.

Henri IV, qui, secondé par Sully, désirait tant améliorer l'agriculture et le sort des laboureurs, était mort trop tôt. Voici en effet le tableau que trace de nos campagnes à cette époque le meilleur témoin que nous puissions citer, le marquis de Villeroy, notre seigneur, dans un mémoire adressé au roi et au duc de Mayenne. Il commence par dire que, dans nos villes, les bourgeois ne touchent plus leurs rentes, les marchands sont ruinés et beaucoup d'artisans réduits à se mettre voleurs, et il ajoute : « Si nos villes sont désolées, que dirons-nous du plat pays, en tout et partout en proie à l'abandon ? Il semble que de part et d'autre nous en ayons entrepris et conjuré l'entière ruine et vastation. Ce pauvre peuple des campagnes paye double et triple taille, sans compter les autres subsides, contributions et corvées que l'on exige de lui à discrétion, outre infinies sortes d'outrages, excès et violences que l'on lui fait souffrir, dont rien ne peut le garantir que la seule mort. »

Il n'y eut qu'une très-légère amélioration sous les longs règnes de Louis XIV et de Louis XV¹.

1. Labruyère; Racine, *Mémoire sur la misère du peuple*; Turgot, etc.

L'assolement était, il est vrai, devenu triennal, comme nous l'avons vu de nos jours ; mais la misère, les famines en quelque sorte périodiques, l'insuffisance et l'insalubrité des habitations, la rareté du numéraire ¹, l'état affreux des chemins, les impôts multipliés sous toutes les formes et perçus, non par l'État, mais par des traitants, tout s'opposait au développement de l'agriculture. Il n'y avait un peu d'aisance que chez quelques fermiers des terres seigneuriales que l'on appelait receveurs fermiers de la seigneurie ; quant au surplus des laboureurs, ils n'avaient même pas de bestiaux à eux, car on voit dans les inventaires des bourgeois de Magny à cette époque, qu'une partie de leur avoir consistait en bestiaux qu'ils donnaient à cheptel à des laboureurs des environs.

La cherté du sel paraît avoir été aussi un grand

1. Le numéraire était si rare dans nos pays, que les maisons et les pièces de terre ne se vendaient qu'en rentes, et que, même au XVIII^e siècle, l'arpent de bonne terre valait 400 francs et se louait de 4 à 6 francs. J'ai sous les yeux le procès-verbal de la vente d'une monture de ferme seigneuriale faite, après décès, par un huissier de Magny en 1779. On y vend douze vaches : la meilleure, âgée de quatre ans, est adjugée 74 francs ; les autres sont vendues de 36 à 62 francs.

obstacle au progrès de notre agriculture ; cette denrée était grevée d'impôts énormes. A une époque où la nourriture était extrêmement grossière, où beaucoup de gens ne mangeaient que du pain ou des légumes avec du sel, cette cherté occasionnait de fréquentes émeutes dans les grandes villes et causa même des soulèvements dans certaines provinces. Mais ce qui, pour nos ancêtres, rendait la charge encore plus lourde, c'était l'obligation de se fournir directement à l'un des greniers à sel de Pontoise, Gisors ou la Rocheguyon. Un commerçant ne pouvait pas en acheter en gros et le revendre en détail. En faisant sa provision, le particulier recevait un billet ainsi conçu : « Un tel a levé tant de livres de sel pour le pot et la salière. » On n'en donnait pour le saloir qu'à ceux qui justifiaient de la possession d'un porc. Les commis aux aides faisaient des tournées, et le particulier dont la provision n'était pas trouvée en rapport avec son billet, payait trois cents livres d'amende.

Cet état de choses avait fait naître la contrebande ; il y avait des faux sauniers (c'était le nom des contrebandiers) dans plusieurs de nos villages ; ils circulaient la nuit ; mais, s'ils

étaient pris, ils encouraient la peine des galères^{1.}

Les habitants de Magny ne cessèrent de demander la création dans cette ville d'un grenier à sel, en se fondant notamment sur l'importance de son marché; mais ils échouèrent toujours, malgré la protection de leurs seigneurs et quoique, lors de la dernière tentative (1777), ils fussent appuyés par le généreux et infortuné duc Alexandre de la Rochefoucauld et par leur concitoyen M. Dailly, premier commis des finances, qui portait le plus vif intérêt à son pays.

Nous voyons, plus tard, Louis XVI se préoccuper sérieusement du sort des campagnes, mais les événements ne lui permirent pas de réaliser ses bonnes intentions; quant à la Révolution, qui renversa l'ancienne monarchie, elle fit, il est vrai, disparaître les entraves et les abus dont on se plaignait, mais les horreurs qui la souillèrent et les immenses guerres qui la suivirent et qui enlevaient tous les bras, retardèrent encore les progrès de l'agriculture. C'est donc de ces derniers

1. Lors du recensement des galériens, fait sous Colbert, il fut constaté que le plus grand nombre de ces malheureux étaient des faux sauniers.

temps seulement que date la prospérité de nos campagnes, et que le cultivateur, ayant conquis la place qui lui appartient dans l'ordre social, participe aux bienfaits de la civilisation.

Je reprends le récit, par ordre de date, des faits qui intéressent spécialement notre ville.

Le 13 avril 1614, les habitants passent un marché pour la réparation de leurs murailles et, le 12 mai suivant, le bailli (tant les pouvoirs étaient alors mal définis) concède à un particulier la jouissance d'une tour, à la charge de la réparer, de l'entretenir et de la rendre aux habitants en temps de guerre.

En 1622, un couvent de cordeliers est fondé à Magny, au lieu dit le mont Saint-Antoine, et, le 26 février 1634, M. de Villeroy permet aux révérends pères de s'établir dans la ville; ils construisent un vaste couvent et une belle église, sous l'invocation de Notre-Dame des Anges, entre les rues de Beauvais et du Point-du-Jour. Le 21 mai 1641, M. de Villeroy leur donne, pour agrandir leur jardin, cent dix-sept perches de terre attenant au couvent, à la charge de reculer à leurs frais les murailles de la ville, de creuser un nouveau fossé et de bâtir une tourelle; c'est,

je crois, le bastion qui se trouve à l'angle des boulevards Dailly et des Cordeliers. Le couvent et l'église ont été vendus et démolis pendant la Révolution.

En 1640, M^{me} Catherine de Saveuse, veuve de Pierre de Mornay, petit-neveu et héritier de l'ami de Henri IV, fonde à Magny un couvent d'ursulines dans une maison rue Basse, par elle acquise de M. Leclerc de Vernouval. En 1645, M. de Saveuse, son frère, prêtre conseiller au parlement de Paris, vient en aide à ce couvent, qui était obéré. Il en devient supérieur, et meurt en odeur de sainteté, le 1^{er} juillet 1670, après avoir légué son cœur aux ursulines. Ce cœur, renfermé dans une boîte de plomb, a été retrouvé lors des dernières réparations de l'église.

Le couvent des ursulines ne tarda pas à prospérer, car on les voit, quelques années après, reconstruire les bâtiments conventuels (rue de Rouen), puis devenir propriétaires d'un vaste enclos au delà des remparts, d'une ferme à Charmont, etc.

Elles étaient continuellement en difficulté et en procès avec leurs voisines, les religieuses bénédictines du couvent de Sainte-Anne, qui occu-

paient le local actuel de l'hospice; mais, comme les ursulines se consacraient avec succès à l'éducation des jeunes filles, la population prenait toujours parti pour elles dans ces querelles qui passionnaient nos pères.

Aussi voyons-nous, en 1644, les habitants autoriser les ursulines à bâtir des chambres sur la porte de Vernon, à agrandir leur lavoir situé dans les fossés de la ville, à exhausser le mur du rempart depuis la porte de Vernon jusqu'à la tour Fremyn, enfin à établir une galerie, à travers le rempart, pour accéder de leur jardin à leur enclos hors ville, le tout à la condition qu'en temps de guerre la porte de Vernon serait rendue libre et la galerie supprimée; en 1656, le seigneur les autorisa à remplacer cette galerie par une voûte souterraine qui existe encore.

Le couvent et les biens des ursulines ont été vendus pendant la Révolution.

Le 20 septembre 1666, une délibération des notables habitants décida l'établissement d'un hôtel-Dieu, pour y loger, panser et nourrir les pauvres malades de la paroisse, et y affecta les fonds et revenus donnés et légués aux pauvres et aux confréries de charité.

M. Jean-Baptiste Paul, docteur en théologie, curé doyen de Magny, acquit de ses deniers et au moyen des aumônes des personnes charitables un emplacement au lieu dit la Butte, y fit construire le grand corps de logis qu'on y voit encore et dont les communs et les jardins ont fait place à la grande route et à des constructions particulières, et y installa l'hôtel-Dieu. Mais un décret de l'archevêque de Rouen, du 10 avril 1745, ayant supprimé le couvent de Sainte-Anne, près la porte de Vernon, et donné les bâtiments conventuels, avec la chapelle et les jardins, à l'hôtel-Dieu, le service hospitalier y fut transféré. L'ancien logis de la Butte fut d'abord loué, et l'administration de l'hôpital l'a vendu il y a quelques années. Le décret de l'archevêque de Rouen partagea le surplus des biens du couvent de Sainte-Anne entre l'hôtel-Dieu de Magny et celui de Pontoise, qui vient de vendre sa part.

L'administration de l'hôtel-Dieu, confiée à des bourgeois, était fort simple ; il y avait un coffre à trois serrures où l'on mettait l'argent et où l'on puisait pour les besoins du service. Depuis lors, le mode d'administration a suivi le progrès du temps. Quant au service hospitalier, il a égale-

ment subi de fréquents changements; depuis 1857, il est confié à des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.

L'hôpital reçoit gratuitement, dans les termes de la fondation, les pauvres malades de la ville et des communes rurales qui forment avec elle la paroisse, et moyennant 1 fr. 50 c. par jour les pauvres malades des autres communes du canton.

Le revenu de cet établissement est de 7,500 fr. dont 5,000 en biens-fonds et 2,500 en rentes sur l'État. Mais les pensions et autres recettes accidentelles élèvent son budget à 11,000 francs.

Il renferme aujourd'hui vingt lits, et le nombre des malades qui y sont traités est d'environ soixante-quinze par an.

Les principaux bienfaiteurs de l'hôpital sont : avant le dix-huitième siècle, MM. Secoursay, prêtre à Pontoise, Boucher et Leclerc, curé de Banthélu.

Au dix-huitième siècle, M^{lles} Pétronille et Noëlle Jaloureau, M. Marie, prêtre à Magny, et M^{lle} Marie, sa sœur, M^{lle} Munier, M. Guillemain, prêtre à Magny, M^{lle} Vopail, M. Guyard, receveur des tailles, M. Meslin, marchand à Magny.

M. Hurel, curé d'Hendicourt, M. Colombel, prêtre à Versailles, M. Pron, corroyeur à Magny, et sa femme, née Dubois, et M. Petit de Buhy.

Et enfin, depuis le commencement de ce siècle, M. Dunogiers, curé de Guerny, M. Bellet et M^{me} Bellet, née Morin.

Février 1670, un arrêt du conseil fait rentrer dans le domaine du roi la justice seigneuriale de Magny, comme n'étant qu'une concession faite par la couronne en 1559; mais M. de Villeroy, désirant vivement conserver sa justice, pria le roi de la lui rendre, offrant de céder en échange à Sa Majesté cinq arpents six perches de terre, lieu dit le Bas-Roule, dont le roi avait déjà pris une partie pour planter ses nouvelles avenues des Champs-Élysées.

Colbert chargea M. d'Aligre d'instruire cette affaire; ce dernier fit d'abord estimer les terrains par des experts jurés, qui en fixèrent la valeur à raison de 700 francs l'arpent (ils vaudraient aujourd'hui des millions), puis il fit dresser ce que nous appellerions la statistique de la justice de Magny. Elle comprenait un lieutenant général chef du bailliage, un lieutenant particulier son suppléant, un procureur du roi, treize procu-

reurs, huit huissiers, douze sergents, un huis-
sier-prieur vendeur de meubles, un greffier du
bailliage, deux autres greffiers pour les insinua-
tions et les présentations. La valeur et le produit
des charges sont cotés dans ce travail. L'office du
lieutenant général, d'un produit de 2,500 francs,
est évalué 40,000 francs, ceux du lieutenant
particulier et du procureur du roi, rapportant
l'un 2,000 francs et l'autre 1,666 livres 13 sols
4 deniers, valent 20,000 et 16,000 francs. Les
charges des procureurs et des huissiers, d'un
produit de 500 francs, sont estimées 600 francs.
Quant au greffe du bailliage, qui rapportait
4,000 francs, il n'était pas la propriété du gref-
fier, qui le tenait à loyer du seigneur moyennant
1,000 francs par an.

Le roi, de l'avis de son conseil, approuva
l'échange, qui fut réalisé par acte passé devant
Gigot et Devaux, notaires à Paris, et enregistré
au parlement de Paris et au bailliage de Magny.
Sa Majesté cède à M. de Villeroy la justice de
Magny, avec le droit d'y créer tous offices, et
ce à perpétuité et à toujours, et avec garantie
de tous troubles et empêchements quelconques ;
ce qui n'empêche pas que, cinquante ans plus

tard, nous retrouvons la même justice rentrée dans le domaine du roi.

Il y avait alors à Magny sept notaires; mais, comme ils étaient notaires royaux (quatre d'entre eux avaient même obtenu du roi, moyennant finance, le titre de notaires apostoliques), la valeur et le produit de leurs charges ne figurent pas dans le tableau des offices de la justice seigneuriale dressé à l'occasion de l'échange. Leurs actes exécutoires étaient délivrés et intitulés au nom du grand bailli d'épée, qui représentait le roi.

Qu'on se figure ce qu'était notre petite ville avec cet énorme personnel judiciaire suivi de toute sa cléricature, qui avait aussi ses privilèges. Ajoutons à tous ces hommes de loi le grand maître et le maître particulier des eaux et forêts, le procureur du roi et le greffier de cette juridiction, qui relevait de la table de marbre de Paris, le gouverneur militaire et le lieutenant du roi, les officiers du domaine et ceux du seigneur. C'était tout un monde de gens de robe et de fonctionnaires. Quel coup quand la Révolution fit disparaître, en un jour, cette antique organisation! Que d'existences détruites, mais aussi quel

soulagement pour le pauvre peuple ! car, ainsi que l'écrivait alors Loiseau : « Ce grand nombre d'hommes de justice ôte le moyen au peuple d'avoir justice ; car qui est le pauvre paysan qui, plaidant de sa vache ou de ses brebis, n'aime mieux les abandonner à celui qui les retient injustement qu'être contraint de passer par tant de justices, et, s'il se résout à plaider jusqu'au bout, il y a-t-il vache ou brebis qui peuvent tant vivre, même que le maître mourra avant que le procès soit jugé en dernier ressort ? »

Le 10 juin 1672, le parlement de Paris rend un arrêt entre les bourgeois de Magny, qui voulaient nommer le gouverneur militaire de la ville, et M. de Villeroy, qui prétendait avoir seul ce droit. L'arrêt ordonne que le gouvernement des murailles, portes et clefs de la ville de Magny, ensemble la garde d'icelle ville, appartiendra à telle personne que voudra choisir le duc de Villeroy, propriétaire foncier de la ville de Magny, circonstances et dépendances. Les seigneurs ne conservèrent pas longtemps cette prérogative, car nous voyons, quelques années après, le gouverneur militaire de Magny nommé par lettres patentes du roi.

1684. Construction de la halle qui existe encore sur l'emplacement d'une ancienne église et de son cimetière. On ne peut fouiller le sol sous la halle ou aux environs sans trouver des tombes en pierre.

1728. Pavage de la ville. Il n'y avait de pavé auparavant que le grand chemin, qu'on appelait le Pavé-du-Roi, depuis la porte de Paris jusqu'à celle de Rouen, et qui suivait les rues de Villeroy et de l'Hôtel-de-Ville, nommées alors la Grande-Rue.

En 1733, le fils unique du maréchal duc de Villeroy vendit la seigneurie de Magny, avec le château d'Hallaincourt, à M. de Senozan, seigneur de Rosny et receveur général du clergé, qui la posséda jusqu'en 1774, et qui fut toujours en lutte avec la population, accoutumée aux procédés paternels de la maison de Villeroy.

1758. Sous l'ancienne monarchie, la perception des impôts était extrêmement onéreuse pour le trésor royal et vexatoire pour les contribuables. L'État affermait toute espèce de contributions à des fermiers généraux qui prélevaient des bénéfices énormes, et, au mépris des ordres du roi, pressuraient les populations. En 1758, le gou-

vernement établit un nouvel impôt sous le nom de don gratuit. Chaque ville fut taxée proportionnellement au nombre de feux. Le contingent de Magny, qui en comptait trois cent trente-trois, fut de 2,000 francs la première année et de 2,400 les années suivantes. A la nouvelle de cet édit, les notables de Magny s'assemblent; ils constatent l'impossibilité où ils sont de payer cette somme en sus de toutes les charges qui les grèvent, et, pour se la procurer, ils établissent un droit d'entrée sur certaines denrées.

Le don gratuit et le droit d'entrée destiné à en assurer le payement subsistèrent jusqu'à la Révolution.

Depuis lors, l'idée du rétablissement d'un octroi a souvent été reproduite dans les nécessités financières de la ville, mais elle a toujours été écartée avec raison, comme contraire à la prospérité du pays et ne devant donner qu'un faible produit à cause des frais de perception.

En 1765, construction de la route royale de Paris à Rouen. Auparavant, le grand chemin quittait la route actuelle au-dessus de Saint-Antoine, suivait la cavée de la Justice, le chemin et l'impasse des Marais-Chauds, et se dirigeait

en ligne droite sur la porte de Paris; la portion de la route Neuve entre la demi-lune et les piliers, à laquelle la reconnaissance publique a donné le nom de M. de Crosne, a été ouverte dans une pièce de terre de la ferme d'Estrez. Dans la ville, de nombreuses maisons furent abattues entre la place du Cloître (place d'Armes) et la rue Basse (rue de Rouen) pour l'établissement de la nouvelle route. D'après les plans primitifs de M. de Montfeu, ingénieur en chef, elle devait passer sur le territoire de Velannes, en laissant Magny sur la gauche; mais les habitants de la ville réclamèrent vivement et obtinrent le tracé actuel, grâce à l'appui de M^{me} de Broglie de Buhy, de MM. du Tillet, de Rancher, de Gadancourt, Dailly, et d'un M. Leblanc, président du grenier à sel de Soissons, qui s'employa très-activement, mais dont je n'ai pu découvrir les liens avec Magny. La population témoigna la plus grande reconnaissance à ses protecteurs. M^{me} de Broglie, à son arrivée, fut reçue avec les plus grands honneurs, et haranguée en prose et en vers. Une assemblée générale des échevins et notables habitants décida que des lettres officielles de remerciement seraient adressées au nom de la ville

aux autres personnes, et quant à M. Leblanc, elle lui conféra le droit de bourgeoisie et de vote dans toutes les assemblées générales et particulières des habitants. L'expédition sur parchemin de cette délibération fut adressée à M. Leblanc, qui témoigna sa reconnaissance dans une réponse pleine de gravité, comme s'il se fût agi du droit de cité romaine.

En 1768, les bourgeois veulent faire réparer la porte de Rouen; mais M. de Senozan s'y oppose, prétendant que les fortifications lui appartiennent. Les bourgeois persistent, mais M. de Senozan met fin au débat en faisant démolir la porte de Rouen, dont il vend les matériaux (il en fut enlevé soixante-douze tombereaux de pierre), et pendant que les habitants protestent, invoquent l'appui de l'intendant de Rouen et que M. Labdan, premier échevin, porte leurs plaintes au pied du trône, M. de Senozan fait démanteler les fortifications et ne laisse subsister que trois bastions et la porte de Paris, dont il loue les deux tours à un cabaretier.

En 1774, M. de Senozan, fatigué de ces luttes et de la résistance énergique de la population à ses tentatives d'envahissement des fossés de la

ville, vendit la seigneurie de Magny, avec le château d'Hallaincourt et droit de chapelle dans l'église de Magny, à M. le marquis de Vallière, grand maître de l'artillerie de France, dont les descendants possèdent encore le château d'Hallaincourt et la ferme d'Estrez.

En 1777, les habitants adressent une pétition à M. de Crosne, intendant de Rouen, pour demander : 1° la démolition de la porte de Paris qui gênait la circulation ; 2° l'établissement d'une fontaine et d'une mare sur l'emplacement qu'elle occupait. M. de Crosne fit dresser le plan et le devis des travaux par M. de Montfeu, ingénieur en chef de la nouvelle grande route. Le devis, comprenant la construction de deux pilastres, dont un destiné à servir de fontaine, de la mare et d'une conduite d'eau de 440 toises de long depuis la fontaine des Blés jusqu'aux pilastres, se monta à 8,426 francs. Le gouvernement accorda immédiatement les fonds, grâce à M. Dailly, et le 12 juin 1778 eut lieu la pose de la première pierre.

En 1787, Louis XVI, voulant introduire dans l'administration les réformes réclamées par le progrès des lumières, convoqua des assemblées

provinciales. Celle de la généralité de Rouen, dont notre ville faisait partie, fut composée de cinquante-deux membres, l'élite de la population. Magny eut l'honneur d'en fournir deux, MM. l'abbé Lerat de Magnitot et Santerre, avocat, qui fut plus tard député suppléant aux états généraux. Deux autres de nos compatriotes, MM. Hennin et Dailly, firent partie de l'assemblée provinciale de l'Ile-de-France.

Les assemblées des notables, qui précédèrent les états généraux et se tinrent à Versailles en 1787 et 1788, eurent pour secrétaire un autre M. Hennin de Magny.

Le 16 mars 1789, les électeurs des trois ordres (la noblesse, le clergé et le tiers état) des bailliages de Chaumont et Magny se réunirent à Chaumont, sous la présidence du marquis de Guiry, grand bailli d'épée de Magny, pour élire des députés aux états généraux et rédiger leurs mandats ou cahiers de vœux.

Le clergé ne rédigea pas de cahier; ceux de la noblesse et du tiers état s'accordèrent à demander :

1° Que les impôts fussent levés du consentement de la nation;

2° Que les états généraux fussent convoqués périodiquement;

3° Que les lettres de cachet fussent abolies;

4° Et que la liberté individuelle fût garantie.

La noblesse demandait en outre que les suffrages aux états généraux fussent comptés par ordre, qu'il y eût séparation des deux pouvoirs administratif et judiciaire, et que nul ne pût être distrait de ses juges naturels.

De son côté, le tiers état demandait qu'il y eût égalité proportionnelle dans l'impôt (deux mille deux cent soixante-seize personnes, et les plus riches, étaient exemptes d'impôts, elles et leurs biens, dans les bailliages de Chaumont et Magny); qu'on avisât aux moyens de liquider la dette publique; que les juges fussent inamovibles, et enfin qu'on supprimât les banalités.

Le tiers état élu pour député M. Dailly, et pour suppléant M. Santerre, tous deux de Magny.

L'abolition des dîmes, champarts, banalités, corvées et autres droits féodaux, prononcée par l'Assemblée constituante dans la nuit du 4 août 1789, fut accueillie avec enthousiasme par notre population. Les titres de propriété de la seigneurie de Magny furent brûlés sur la place publique;

mais là se borna la réaction, et l'on n'eut à déplorer ici aucun de ces excès qui, dans beaucoup de pays, signalèrent ce grand événement.

1790 et années suivantes. Le bailliage est aboli; Magny devient un simple chef-lieu de canton et de justice de paix, compris dans le district de Mantes et le département de Seine-et-Oise.

Une municipalité remplace les anciens échevins.

La garde nationale est créée; sur une route aussi fréquentée que celle de Paris à Rouen, cette institution rend les plus grands services; notre garde nationale maintient l'ordre dans la commune et escorte les voitures publiques, qui alors portaient les fonds du gouvernement et étaient journellement attaquées; elle ne montra pas moins d'énergie, en 1814 et 1815, quand le pays était couvert de troupes ennemies, en 1830 et 1848, époque où elle envoya un détachement à Paris, au secours de la société menacée. Elle est aujourd'hui représentée par une belle compagnie de sapeurs-pompiers.

La disette causa ici, comme dans le reste de la France, les plus grandes souffrances. Deux

commissaires aux subsistances étaient en résidence à Magny; ils parcouraient les campagnes, faisaient des visites domiciliaires dans les fermes et les maisons, et chacun était tenu, sous peine de mort, de livrer, au prix fixé par les commissaires, les denrées alimentaires qu'il avait.

La Révolution cependant poursuivait rapidement son cours. Magny fournit son contingent de volontaires et de réquisitionnaires pour la défense de la patrie, mais il ne compta aucune victime de la Terreur, et devint même le refuge de beaucoup de nobles, qui y trouvèrent un abri contre la tourmente révolutionnaire; plusieurs s'y fixèrent et y finirent leurs jours; l'un d'eux, le chevalier Roussel, s'honora, en 1793, par la publication d'une brochure en faveur de la reine Marie-Antoinette, et ne fut point troublé dans sa retraite.

Les biens des couvents, de l'église, du prieuré, des confréries, sont vendus; le culte est supprimé, la belle argenterie de la paroisse, pesant soixante-huit marcs, est portée à la Monnaie de Paris, le magnifique mausolée des ducs de Villeroy est détruit, leurs statues seules sont sauvées (voir ci-après la description de l'église), le plomb de

leurs cercueils est vendu et le prix employé à l'achat de deux canons.

A cette époque, Magny a son comité révolutionnaire, qui n'a de commun que le nom avec son terrible homonyme.

L'histoire locale doit conserver le nom, aujourd'hui éteint, de M. Rivette, patriote ardent et l'homme alors le plus influent du canton de Magny, qui, lors des fréquents passages par cette ville des agents révolutionnaires, sut toujours détourner l'orage.

L'ordre renaît sous le Consulat.

Un arrêté des consuls, du 3 brumaire an X, réunit le canton de la Roheguyon à Magny.

Un autre arrêté des consuls, du 17 nivôse an X, crée à Magny une troisième foire, fixée au 2 février.

En 1802, l'église est rouverte, les libéralités des habitants pourvoient aux premiers besoins du culte.

En 1803, les sieurs Delahaye et Lemarchand établissent le premier service de voitures suspendues entre Magny et Paris; les départs ont lieu tous les deux jours; le prix des places est de 5 fr. 50 c.; le trajet se fait en un jour.

De 1804 à 1814, Magny, par ses enfants, prend part aux guerres héroïques du premier empire.

En 1814 et 1815, il est occupé par les troupes étrangères; les Cosaques sont campés hors la ville, dans un champ qui conserve leur nom.

En 1817, la ville rachète l'ancien presbytère, qui avait été vendu pendant la Révolution.

Cette année fut marquée par une grande disette; l'hectolitre de blé se vendait 60 francs à la halle.

Jusqu'en 1818, Magny, comme la plupart des petites villes, n'était pas éclairé la nuit; mais, à cette époque, une indemnité ayant été allouée par l'État à des habitants qui avaient souffert du séjour des troupes étrangères en 1814, ces généreux citoyens abandonnèrent leur indemnité à la municipalité, à la charge d'éclairer la ville et de construire un pont en pierre au bas du boulevard des Ursulines.

1819. Confection du cadastre pour la répartition de l'impôt. Magny n'avait alors que trois cent quarante-six maisons; la rue de Crosne, aujourd'hui si peuplée, n'en comptait que six.

1820. Le roi Louis XVIII rend à la ville, sur

les instances du conseil municipal, les statues des Villeroy avec quelques débris du mausolée; M. Cheval, farinier à Magny, les rapporte gratuitement de Paris.

1825. Un arrêt définitif de la Cour royale de Paris, du 19 mai 1825, rendu, après neuf ans de procédure, contre les héritiers de M. le marquis de Vallière, dernier seigneur de Magny, reconnut que les anciens fossés étaient la propriété de la ville, qui les fit immédiatement combler, niveler et planter; ce sont aujourd'hui de belles promenades.

1829. La ville achète la halle des représentants de l'ancien seigneur, qui en étaient propriétaires et la louaient à la commune. Les droits de place, malgré la modicité des tarifs, produisent aujourd'hui un revenu de 3,000 francs.

1830. Les routes de Mantes et de Vernon, commencées avant la Révolution, mais qui présentaient de longues lacunes, où la circulation des voitures était presque impossible, sont enfin terminées. Jusqu'à cette époque, le service des dépêches entre Mantes et Magny se faisait par un piéton.

1834. La belle route de Beauvais est construite

et remplace l'ancien chemin, qui n'était que fondrières et précipices.

De 1836 à 1845, les chemins vicinaux, qui n'étaient aussi que des voies fangeuses et impraticables, sont créés et portés à un état d'entretien qui n'a rien à envier aux plus belles routes.

1838. Fondation, à Magny, d'une succursale de caisse d'épargne; cette institution se développe rapidement, et depuis longtemps cette caisse donne lieu à un mouvement annuel de fonds de plus de 200,000 francs. Voici les résultats de 1863 : nombre des déposants 843, dont 145 nouveaux; versements, 109,818 francs; remboursements, y compris les achats de rentes pour les déposants, 136,666 francs.

1840. Construction de l'hôtel de ville, qui renferme la justice de paix, et le dépôt des pompes à incendie. On voit sculptées sur la façade les armoiries de la ville, formées d'un écusson dont le centre est occupé par une salamandre dans un brasier; à droite sont les trois fleurs de lis de l'écu de France, et à gauche trois ancres, ou plutôt trois croix ancrées empruntées au blason des Villeroy.

La salamandre et les fleurs de lis indiquent

que ces armoiries ont été accordées par François I^{er} à la ville de Magny, qui faisait partie de son apanage avant son avènement au trône.

En 1841, des habitants de la ville achètent un terrain de cinquante-cinq ares situés au nord et à sept cents mètres des dernières maisons, le font entourer de murs et le donnent à la commune, pour y transférer le cimetière, placé primitivement autour de l'église, et depuis 1780 derrière le presbytère ; les donateurs s'y réservent seulement des places pour leurs sépultures. La ville y a fait élever une chapelle dont les caveaux renferment les ossements provenant de l'exhumation des anciens cimetières.

Ce cimetière sert aussi à la sépulture des habitants des communes rurales qui font partie de la paroisse ; les nombreuses concessions de terrains à perpétuité le rendront prochainement insuffisant.

1858. Restauration de l'église au moyen d'une souscription des habitants de la paroisse, montant à 26,000 francs. Cette somme est versée dans la caisse municipale, et le surplus de la dépense est payé par la ville, les communes de la paroisse et la fabrique.

1860. Arrêté du gouvernement qui crée à Magny un marché aux veaux le mercredi de chaque semaine.

1861. Construction par la ville d'une maison d'école de garçons dans le terrain de l'ancien cimetière ; les communes rurales, réunies pour l'instruction primaire, ont aussi l'usage de cette école, en payant une somme annuelle à la ville, qui est seule propriétaire de l'immeuble.

C'est aussi à partir de 1861 que les revenus de l'hôpital et du bureau de bienfaisance ont cessé d'être confondus, et que celui du bureau de bienfaisance a été spécialement affecté aux secours à domicile. Ce revenu, montant à 1,600 francs, suffit à sa destination sans qu'il soit nécessaire de recourir, comme autrefois, à des souscriptions et à des quêtes. Le bureau de bienfaisance a reçu, en 1862, un legs de 300 francs de rente d'une personne originaire de Magny, M^{me} Haguette, née Loddé, décédée à Saint-Denis. Le nombre des indigents qui reçoivent des secours à domicile est de vingt environ.

1863. Acquisition par la ville d'une maison, rue de Rouen, faisant partie de l'ancien couvent des ursulines, pour y placer l'école communale

de filles. Les classes, qui occupaient un vaste bâtiment dépendant de l'hôpital, sont transférées dans leur nouveau local, et ce bâtiment est rendu au service hospitalier, ce qui permet de porter à vingt le nombre des lits de cet établissement.

Une salle d'asile doit être installée dans les dépendances de cette école.

Près de là existe un ouvroir-orphelinat dû à l'initiative des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.

1864. Fondation d'une société de secours mutuels.

Nous avons pu craindre, un moment, que l'établissement du chemin de fer de Paris à Rouen par Mantes, en réduisant considérablement la circulation sur nos routes, n'eût porté un coup fatal à notre ville ; mais l'agriculture et le commerce l'ont soutenue, et elle a sa grande part de la prospérité que la France doit au gouvernement de l'Empereur. En effet, à Magny et dans les communes rurales suburbaines, la grande et la petite culture ont fait des progrès très-marqués ; les jachères ont presque disparu et sont remplacées par des prairies artificielles ; les bestiaux sont plus nombreux et plus beaux ; le matériel s'est perfectionné, les bâtiments ruraux sont améliorés ;

on commence à se livrer avec succès à l'engraissement des bœufs pour la boucherie; à côté des exploitations essentiellement pratiques s'élève la ferme modèle de M. Hamot, à Charmont; nos halles sont fréquentées; Magny et ses environs exportent des grains, des farines, du lait, des bœufs, des veaux, des cuirs, des cotons filés, des papiers, des métaux laminés et ouvragés, des chaises de ménage et de luxe, genre de fabrication qui a pris, depuis quelques années, un développement considérable. Enfin notre commerce de demi-gros et de détail est très-florissant, et fournit abondamment aux besoins d'une population agricole et industrielle de plus de dix mille habitants qui forme le rayon de Magny et que dessert son bureau de poste.

Si nous ajoutons à ce tableau que notre ville a trois foires par an, deux marchés par semaine, une fête patronale brillante le jour de la Trinité, une autre fête le jour de la Saint-Jean pour la location des domestiques de l'agriculture, un matériel complet de pompes à incendie desservi par une belle compagnie de sapeurs-pompiers, une fanfare et un orphéon honorés de nombreuses médailles, deux pensionnats, l'un pour les garçons,

l'autre pour les filles, des hôtels bien tenus qui suffisent à peine à l'affluence des voyageurs, une imprimerie lithographique, nous pouvons affirmer que Magny n'a rien à envier aux petites villes les plus favorisées, et qu'il égalerait rapidement des localités beaucoup plus considérables, s'il avait un chemin de fer.

MONUMENTS.

Le monument le plus remarquable de Magny était certainement le manoir seigneurial situé sur l'emplacement de l'ancien château fort, à l'entrée du passage Lefèvre. Devenu propriété particulière, il a été démoli vers 1820 ; perte à jamais regrettable que la ville eût pu éviter en l'achetant pour en faire un hôtel de ville ! C'était un modèle de l'architecture du xv^e siècle, avec ses belles sculptures et ses grandes fenêtres toutes chargées d'arabesques ; il n'en est resté que les magnifiques caves et une pierre, scellée dans une maison voisine, où sont gravées les armes des Villeroi avec une salamandre, souvenir de l'apanage de François I^{er}.

C'est pour le service de cet apanage, dont fut investie quelques années après Catherine de Médicis, que fut construite, sous Henri II, la maison, rue de Vernon, n° 2, à l'endroit nommé alors le Malconseil. Cette maison, fort remarquable, porte sur une belle cheminée la date de 1555; la porte d'entrée était encore, il y a quelques années, dans l'angle, surmontée de deux amours tenant des guirlandes. La façade et l'intérieur étaient couverts de sculptures où se trouvait souvent reproduit le chiffre royal, qui n'existe plus que sur un cippe surmonté de flammes. La plinthe sous le larmier et les cheminées sont bien conservées et très-appréciées des connaisseurs.

Une autre maison également remarquable, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 15, était l'hôtel du marquis de Guiry, grand bailli d'épée du bailliage de Magny, qui habitait ordinairement son château de Guiry, mais qui avait le siège de ses fonctions dans cette maison, en face de l'auberge du Cygne. La vaste cheminée du rez-de-chaussée, dont les sculptures sont malheureusement dégradées, est fort curieuse.

Je mentionnerai encore comme dignes de l'attention des connaisseurs :

1° Dans la maison aux étages surplombants, rue de Villeroy, n° 10; une cave aux voûtes ogivales qui remonte à une haute antiquité, et semble une chapelle gothique ensevelie sous des remblais ;

2° L'intérieur de la chapelle de l'hôpital, dont le plafond, l'autel et la distribution intérieure sont un modèle d'élégance et de goût ;

3° Et la jolie habitation des Boves, dont l'existence est fort ancienne, malgré son cachet moderne résultant de travaux récents, car j'en ai vu des plans, antérieurs à 1500, où le château est précédé d'une vaste terrasse dont il ne reste que des tilleuls plusieurs fois séculaires.

L'étranger qui arrive à Magny du côté de Paris est frappé de l'aspect monumental des piliers qui ont remplacé la porte de la ville : ce sont deux pilastres carrés, couronnés par un chapiteau formant entablement et surmonté d'un vase fermé. La hauteur totale du monument est de près de neuf mètres. Il est difficile de voir autant d'élégance unie à autant de solidité. Ces pilastres ont été souvent dessinés et gravés.

Celui de droite renferme le réservoir de la fontaine et porte l'inscription suivante :

NOTICE

L'AN DE GRACE

1778

CE MONUMENT DE LA MUNIFICENCE

DE NOTRE GLORIEUX MONARQUE

LOUIS XVI

A ÉTÉ ÉLEVÉ SOUS SES HEUREUX AUSPICES

ET PAR LES SOINS BIENFAISANTS

DE M^r THIROUX DE CROSNE

INTENDANT DE LA GÉNÉRALITÉ DE ROUEN

SECONDÉ DU ZÈLE PATRIOTIQUE

DE M^r DAILLY

PREMIER COMMIS DES FINANCES

ET DE MM. LEMARIÉ LIEUTENANT GÉNÉRAL

ET SAUSSAY ÉCHEVIN.

M^{me} LA MARQUISE DE SOURCHES DE VALLIÈRES

DAME DE MAGNY

A POSÉ LA PREMIÈRE PIERRE.

Le pilier de gauche renferme l'inscription suivante, gravée sur une lame de cuivre :

REGNANTE LUD. XVI AVITÆ VIRTUTIS ÆMULO

CELEB. DD. DE NECKER SOMMO PUBL. ÆRARIJ PRÆFECTO

FAVENTE CL D.D. THIROUX DE CROSNE REI NEUSTR. MODER. INTEGERRIMO
 PROCURANTE OPT. VIRO, DD. DAILLY VECTIGALIBUS RITE PARTIENDIS PRÆPOSITO
 HOC REG. MUNIF. MONUMENTUM

E. C. J. B. H. LEMARIÉ URBIS PRÆTOR ET J. L. H. SAUSSAY ÆDILIS

P. L. P. ILLUSTR DD. DE SOURCHES DE VALLIERES PERA. CIV. MAGN. PATRONA

ANNO REP. SALUT. M DCC LXXVIII, DIE VERO MENS. JUN. XII

OP. RECT. ARM. OVID. UTRIO DE MONTFEU

CONST. LUD. LETELLIER.

L'abreuvoir qui reçoit l'eau de la fontaine du pilier a 250 mètres de superficie, et contient

4,000 hectolitres d'eau, seule ressource, en cas d'incendie, pour ce quartier élevé.

Je signalerai encore, comme dignes d'intérêt dans les communes suburbaines qui faisaient jadis partie de la ville :

A Arthieul, la terrasse de l'ancien château, dont les vastes proportions (près de 200 mètres de longueur sur 6 mètres de hauteur) et l'heureuse disposition rappellent un genre de construction aujourd'hui très-rare, mais fort en vogue sous Louis XIV, et qui donnait aux habitations un aspect gracieux et imposant ;

A Hodent, quelques restes de l'art gothique dans la grande ferme et une petite chapelle très-simple, mais bien bâtie, souvenir des bénédictins, qui ont possédé les domaines de Hodent, Blamécourt, Velannes⁴ ;

4. Les bénédictins étaient, avant la Révolution, l'ordre religieux le plus riche et le plus savant de France. Quelques-uns d'entre eux, amateurs de la chasse, venaient chaque année passer une partie de l'été à Hodent, et j'ai connu des vieillards qui se rappelaient les avoir vus chasser revêtus de l'habit de leur ordre. Ils eurent, au sujet de la chasse, de grands démêlés avec l'Hôtel-Dieu de Paris, propriétaire du domaine de Charmont. Ces difficultés se terminèrent par une délimitation des territoires, au moyen de bornes énormes qui existaient encore toutes il y a vingt ans.

A Blamécourt, dans la grande ferme, un bâtiment dont les murs à pans coupés et le toit en poivrière forment un heureux contraste avec les grandes lignes des constructions modernes qui l'entourent.

Quoique le château d'Hallaincourt (ou d'Alincourt, comme on l'écrivait jadis), loin d'être situé sur le territoire de Magny ou de ses annexes, soit aujourd'hui enclavé dans le département de l'Oise, son souvenir est trop lié à notre histoire pour ne pas en placer ici la description, que j'emprunte à l'intéressant ouvrage de M. Frion, *la Statistique du canton de Chaumont (Oise)* : « Hallaincourt, parc de 100 hectares entouré de murs, dans lequel est un château fort composé de plusieurs bâtiments rectangulaires contigus, avec tour à créneaux, autre tour octogone et tourelles cylindriques engagées et encorbellées. Les murs de quelques-unes de ces constructions ont dans le bas 2 à 3 mètres. Un des bâtiments, au sud, est en pierres et briques formant damier ; des lits horizontaux de briques traversent les murs des tourelles. On voit, dans les constructions méridionales, des restes de fenêtres en plein-cintre et en ogive qui ont été suppri-

mées. Les fenêtres actuelles ont des encadrements surmontés de panneaux; elles avaient aussi des meneaux qui sont détruits. Les portes, en anse de panier, sont décorées de chambranles et de frontons; on y voit aussi des feuillages et des griffons. A l'intérieur, une vaste salle, dont le plafond est orné de caissons, a une haute et large cheminée figurant, sur son manteau, des imbrications de différentes couleurs et un cordon de feuilles de vigne avec des raisins dorés.

« Le château était défendu par des constructions percées de meurtrières, par des fossés profonds murillés, par des murs de soutènement élevés et épais, par des herses et ponts-levis; ces moyens de défense subsistent presque tous. Ces diverses constructions ont eu lieu en différents temps; les plus anciennes remontent au **xiii^e** siècle. La chapelle, près du château, porte à l'intérieur la date de sa fondation, 1556; son entrée en plein-ceintre est décorée de deux colonnes cannelées, avec chapiteaux corinthiens supportant un fronton. »

Le château d'Hallaincourt a été reproduit par la lithographie.

Je termine cette énumération de nos mo-

numents par l'église, le plus important de tous.

La paroisse de Magny comprend, comme nous l'avons dit, la ville et les communes rurales qui en faisaient partie avant la Révolution ; son clergé dessert, outre l'église, les chapelles de l'hôpital et de Hodent.

L'église, placée sous l'invocation de Notre-Dame, a la forme d'une croix latine ; sa longueur en œuvre est de 47 mètres, sa largeur varie de 25 à 32. Elle couvre une superficie de 10 ares 55 centiares. La hauteur de la nef est de 12 mètres et celle du chœur de 14, disposition qui donne à l'édifice une grâce que n'ont point de très-belles églises dont le chœur est plus bas que la nef.

Elle se compose d'une nef principale et de deux bas-côtés avec des chapelles latérales.

Le portail devait être au bas de la nef, mais il n'a pas été construit. De grandes pierres d'attente et des arceaux à demi cintrés indiquent les vastes proportions qu'il devait avoir. Il ne sera probablement jamais fini, le terrain contigu ayant été vendu et converti en jardins.

L'entrée de l'église a lieu par un portail latéral orné de sculptures malheureusement dégradées,

et dont la date, 1543, est inscrite dans un cartouche. Il est surmonté, à gauche, d'un élégant campanile.

La porte à deux battants était également ornée de sculptures qui ont été mutilées pendant la Révolution. L'on reconnaît encore dans l'un des grands médaillons le sacrifice d'Abraham.

L'édifice est de différentes époques : on y voit le plein-cintre, l'ogive, le style de la Renaissance et celui du siècle de Louis XIV. Il a été construit sur l'emplacement d'une autre église dont on a retrouvé les vestiges lors des derniers travaux de restauration. Les fenêtres des bas-côtés, près de l'orgue, paraissent appartenir à cette ancienne construction.

Chaque bas-côté a trois chapelles, sans compter celles du transept; les trois chapelles de droite et l'emplacement occupé par le portail latéral sont remarquables par leurs voûtes plates, délicatement sculptées, qui font l'étonnement et l'admiration des architectes et des connaisseurs.

La voûte du chœur est également ornée de sculptures élégantes et d'un médaillon formant clef de voûte, où sont gravées les armes des Villeroy.

La chapelle de la Vierge, à l'extrémité droite du transept, a été construite, vers le milieu du xvii^e siècle, par le maréchal duc de Villeroy, ancien gouverneur de Louis XIV, pour y placer le magnifique mausolée qu'il voulait élever à ses aïeux. L'ancienne chapelle seigneuriale, dite de Monsieur, était moins grande et se trouvait sur le caveau, qui existe encore, où reposaient les restes mortels de ces seigneurs.

Les voûtes de cette chapelle avec leurs pendentifs, ainsi que les deux rosaces qui l'éclairent, sont d'un goût exquis. A l'extérieur, ces belles rosaces sont surmontées d'un cadran solaire et d'un cadran d'horloge, et accompagnées de colonnes, de sculptures et d'autres ornements d'un aspect imposant.

Toutes les parties de l'église que nous venons de décrire ont été, depuis quelques années, l'objet d'une restauration intelligente, dont les frais ont été couverts en majeure partie, comme nous l'avons dit, par une souscription des habitants de la paroisse. Des piliers qui menaçaient ruine ont été reconstruits, toutes les voûtes ont été remaniées, la charpente reliée aux murs par des ancrs en fer; une couche de bitume a remplacé,

sur les voûtes plates, un dallage disjoint et préservé ces jolis ouvrages d'une destruction prochaine; les belles rosaces de la chapelle de la Vierge ont été, l'une refaite entièrement, l'autre réparée; les deux cadrans qui les surmontent, et dont l'un gisait à terre, ont été remis à neuf; le dallage a aussi été refait; enfin une grande partie du monument a été rendue à son ancienne splendeur.

A l'extrémité du transept opposé à la chapelle de la Vierge est la chapelle de Saint-Sébastien, ancien patron de l'église; elle formait jadis pendant à celle de Monsieur. Sa voûte et sa rosace ont également beaucoup de mérite, mais, n'ayant point encore été restaurées, elles restent comme un témoignage de l'état déplorable où se trouvait l'église il y a quelques années. L'architecture extérieure de ce côté du monument, peu connue parce qu'elle donne sur des propriétés particulières, est d'un beau caractère et d'un grand effet.

Il y a trente ans, l'administration supérieure proposa le classement de l'église de Magny au nombre des monuments historiques; mais la ville, craignant que ce classement ne l'entraînât dans

des dépenses excessives, ne crut pas devoir accepter cette offre.

L'église de Magny renferme trois monuments très-remarquables.

Le premier est un petit édifice, contenant les fonts baptismaux, composé d'un dôme élégant soutenu par six colonnes et couronné par la statue de saint Jean-Baptiste. Chaque colonne supporte aussi une statue, et du milieu de leurs fûts saillissent de petits encorbellements soutenant des groupes de statuettes d'un travail exquis qui représentent les évangélistes, la décollation de saint Jean, sainte Véronique avec le voile mystérieux, et autres sujets religieux.

Ce petit édifice est souvent dessiné par des amateurs, qui le regardent comme unique en son genre. Il porte la date de 1534. Sauvé de la destruction, en 1793, par M. Combaut, maître maçon, il a été remplacé en 1806. Dulaure, dans son *Histoire des Environs de Paris*, signale ce baptistère aux antiquaires comme l'un des ouvrages les plus curieux de la renaissance des arts, et M. Cassan, dans sa *Statistique*, parle avec enthousiasme de ces *fonts baptismaux si souvent visités par les plus grands artistes*. Cet

amateur passionné des arts ne venait jamais à Magny sans visiter ce monument, qu'il appelait le joyau de son arrondissement.

On admire ensuite, dans l'église de Magny, les trois magnifiques statues en marbre blanc qui faisaient partie du mausolée érigé par le duc de Villeroy dans la chapelle seigneuriale. La première représente le marquis de Villeroy, qui fut ministre à vingt-quatre ans sous Charles IX, et qui exerça les mêmes fonctions sous Henri III, Henri IV et Louis XIII; ce fut le bienfaiteur de Magny. La deuxième représente sa femme, née de l'Aubespine, qui fut l'ornement des cours de Charles IX et de Henri III par son esprit et sa beauté, et la troisième, leur fils, qui, du vivant de son père, portait le titre de marquis d'Alincourt.

Ces statues représentent les personnages à genoux, et devant celle de M^{me} de Villeroy est un prie-Dieu aux armes de sa maison sur lequel est un livre ouvert. Dans le mausolée, dont j'ai retrouvé le plan à la bibliothèque du Louvre, ce prie-Dieu était devant la statue du ministre, qui occupait le centre du monument. La beauté des figures, la perfection des mains, le fini des vête-

ments, font de ces statues des chefs-d'œuvre.

Le mausolée était digne des statues, mais il a été détruit dans la Révolution; il n'en est resté que des débris, notamment deux belles colonnes en albâtre transparent que l'on vient de placer à l'autel de la Vierge. La tradition rapporte qu'il y avait un christ en marbre blanc d'un travail admirable.

Quant aux trois statues, elles ont été préservées de la destruction par M. Lenoir, conservateur du musée des Petits-Augustins à Paris, qui les fit transporter dans ce musée, où il a sauvé tant d'objets d'art. En 1820, sur les instances du conseil municipal, Louis XVIII les rendit à la ville, et l'un de ses habitants, comme nous l'avons dit, les rapporta gratuitement de Paris.

Elles furent placées sur un piédestal construit exprès, et qui a été démoli lors de la restauration de l'église, parce qu'il masquait une fenêtre. Elles sont provisoirement déposées dans la chapelle de la Vierge, en attendant que les ressources de la ville ou de la fabrique permettent de les placer convenablement.

On ignore malheureusement le nom de l'auteur de ces chefs-d'œuvre; malgré toutes mes

recherches, je n'ai pu le découvrir. D'après la tradition locale, ils seraient l'ouvrage d'un sculpteur italien.

Sous le règne de Louis-Philippe, ces statues ont été modelées en plâtre, pour le musée de Versailles, par le modelleur en chef du musée du Louvre, M. Jacquart, qui en estimait la valeur à plus de 100,000 francs.

Le troisième monument que renferme l'église est celui de M. Dubuisson, ancien curé de Magny, décédé en 1784. Il se trouve dans la chapelle Saint-Sébastien, et se compose d'une pyramide en marbre noir dont le milieu est rempli par un bas-relief en marbre blanc représentant le portrait du pasteur soutenu par la Charité.

Ce bas-relief, d'une belle exécution, est de Dejoux, sculpteur distingué, décédé membre de l'Institut. Il a été aussi transporté, pendant la Révolution, au musée des Petits-Augustins et reproduit par la gravure. (Cabinet des estampes, à la Bibliothèque impériale.)

Voici comment il est apprécié dans le *Musée des Monuments français* : « M. Dejoux a mis de l'intérêt dans l'ensemble du sujet et infiniment d'art dans la composition du bas-relief; on y

voit la Charité assise, accompagnée de deux enfants en pleurs, dont un s'appuie légèrement sur elle et cherche dans le sein de sa mère la seule consolation de l'enfance, tandis que le second soutient le portrait en médaillon du bon pasteur et le montre aux habitants de la ville. »

A ce monument se rattache une anecdote touchante. M. Bétancourt, neveu et élève de M. Dubuisson, avait commandé ce bas-relief à M. Dejoux, et s'imposait, pour le payer, de grandes privations. Le marquis de Condorcet, qui fréquentait l'atelier du sculpteur, témoin de ce dévouement, aida le jeune homme à s'acquitter et se chargea de faire l'építaphe de son oncle. Voilà comment l'éloge de ce bon curé est dû à la plume de l'un des principaux philosophes du XVIII^e siècle. Cette építaphe est ainsi conçue :

PÈRE PLUTÔT QUE PASTEUR,
IL SOULAGEAIT OU PRÉVENAIT LES BESOINS DE SES ENFANTS;
IL LES ÉCLAIRAIT PAR SES CONSEILS,
LES SOUTENAIT PAR SON COURAGE
ET LES INSTRUISAIT PAR SES EXEMPLES.
SES MŒURS FURENT DOUCES ET PURES;
SES VERTUS SANS FAIBLESSE ET SANS FASTE.

En 1788, M. Bétancourt présida à la pose du monument, et trente ans après, en 1818, en

ayant obtenu du roi la restitution, il présida à sa restauration.

Telle est l'église de Magny, que tous les connaisseurs visitent avec intérêt, et quand l'étranger, après avoir donné aux récents travaux de restauration les éloges qu'ils méritent, apprend qu'ils sont dus à l'initiative généreuse des habitants de la paroisse, il éprouve une vive sympathie pour une population qui comprend aussi bien ce double intérêt de la religion et de l'art.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

Je terminerai cette notice en rappelant les noms de personnes qui ont jeté quelque éclat sur notre ville.

Le premier et le plus illustre de tous est le marquis de Villeroy, seigneur et bienfaiteur de Magny.

Nicolas de Neufville de Villeroy naquit en 1543, d'une famille qui avait commencé sa fortune par le commerce et s'était élevée ensuite aux plus grands emplois. Son père était lieutenant général au gouvernement de l'Ile-de-France ; son aïeul avait été secrétaire d'État sous François I^{er}.

Il épousa, fort jeune, en 1561, Madeleine de l'Aubespine, fille de Claude de l'Aubespine, secrétaire d'État, et fut dès lors employé dans les affaires du gouvernement.

Chargé de deux missions très-déliçates, l'une

auprès de Philippe II, roi d'Espagne, l'autre auprès de la cour de Rome, il s'en acquitta avec tant de prudence et de dextérité, qu'il obtint, en 1567, sur la proposition du chancelier de l'Hôpital, la survivance de la charge de secrétaire d'État de M. de l'Aubespine, son beau-père, qui mourut la même année.

Devenu ministre à vingt-quatre ans, Villeroy eut, sous Catherine de Médicis et Charles IX, la principale direction des affaires étrangères; mais le roi et la reine mère, qui connaissaient sa modération et redoutaient son influence sur ses collègues, ne l'appelèrent jamais aux conseils où se traitaient les affaires intérieures et où fut décidé le massacre de la Saint-Bathélemy.

Après la mort de Charles IX, il resta en fonctions sous Henri III, et l'histoire a conservé sa noble parole à ce roi qui, dans une séance du conseil, parlait moins des affaires de l'État que de celles des confréries : « Sire, vous avez été roi de France premier que chef de confréries. »

En 1588, après la journée des Barricades, où Henri III avait été obligé de fuir devant le duc de Guise, chef de la ligue et maître de Paris, Villeroy fut chargé de tenter une réconciliation

entre le roi et le sujet rebelle. Le duc de Guise ayant été assassiné par ordre de Henri III, et le duc de Mayenne, son frère, étant devenu chef de la ligue, Villeroy fit de nouveaux efforts pour ménager un accommodement.

Henri III ayant été assassiné à Saint-Cloud le 1^{er} août 1589, la couronne appartenait à Henri IV ; comme ce prince et ses ministres étaient protestants, Villeroy quitta ses fonctions, mais sans cesser d'être en relations avec le roi, dont il contribua plus tard à décider la conversion.

Aussi, dès que Henri IV fut affermi sur le trône, il rétablit Villeroy dans le ministère et lui confia la direction des affaires étrangères. Henri IV disait souvent : « Je fais plus d'affaires avec Villeroy en une heure qu'avec les autres en un jour. »

Ce grand ministre ayant été trahi par un commis infidèle, qui vendait les secrets de l'État à l'Espagne, tomba malade de chagrin ; mais le roi fut le visiter en son logis, dit un historien contemporain, pour le consoler et le réconforter en son ennui. Démarche aussi honorable pour le souverain que pour le sujet.

Après l'assassinat de Henri IV, Villeroy se

dévoua à sa veuve, Marie de Médicis, régente pendant la minorité de Louis XIII, et se trouvant à l'assemblée des notables, tenue à Rouen au mois de décembre 1617, il tomba malade, ne resta que trente heures au lit, et mourut à l'âge de soixante-quatorze ans. Son corps fut rapporté en grande pompe à Magny.

En apprenant la mort de M. de Villeroy, Louis XIII écrivit, le 13 décembre, à M. d'Alincourt, son fils, une lettre autographe ainsi conçue : « C'est une perte que je ressens particulièrement, comme ayant éprouvé, avec sa fidélité et affection, les effets de la longue expérience qu'il s'était acquise au maniement des affaires, et combien il m'était utile et nécessaire. »

Les histoires du temps sont remplies de traits qui attestent la droiture et la fermeté de ce ministre ; nous avons vu la manière dont il peignait à Henri IV l'état des campagnes ; un jour, à propos d'un grand coupable, à qui la cour voulait sauver la vie, on l'entend s'écrier en plein conseil : « Sauver la vie à ce malfaiteur, c'est l'ôter à plusieurs gens de bien et offenser Dieu et le public ! »

M. de Villeroy aima les lettres et protégea les

savants; il eut pour secrétaires plusieurs écrivains distingués du temps, entre autres Philippe Desportes, dont nous avons de charmantes poésies adressées à M^{me} de Villeroy. Lui-même avait un style noble et précis, digne, selon l'expression d'un contemporain, de la couronne de France.

Il a laissé des mémoires où il revit tout entier, et qui commencent ainsi : « Le plus grand contentement que puisse avoir un homme de bien, après celui que lui donne sa conscience, est d'être tenu pour tel qu'il est. »

Le cardinal de Richelieu, dans ses mémoires, rend hommage aux talents administratifs de Villeroy et au désintéressement dont il fit preuve pendant cinquante ans de ministère.

Le sage Péréfixe, archevêque de Paris, dans sa *Vie de Henri IV*, en parlant de l'arrêt du parlement de Paris en faveur de la loi salique, appelle Villeroy le plus grand homme d'État de ce temps-là, et, dans un autre endroit, il trace ainsi son portrait : « Villeroy était un des plus sages courtisans qu'on ait jamais vus, il avait un esprit clair et net qui développait, avec une incroyable facilité, les affaires les plus embrouillées, qui les expliquait plus agréablement et intelligiblement

que personne ; il était avec cela merveilleusement actif et fécond en expédients.

Tel est l'homme qui, à toutes les époques de sa longue carrière, aima toujours Magny, se plut à l'habiter, à favoriser la ville, à rendre service aux habitants, et qui voulut y reposer dans le tombeau de ses pères.

Charles de Neufville, qui, du vivant de son père, portait le nom d'Alincourt, était fils unique du marquis de Villeroy et de Madeleine de l'Aubespine ; il fut, après la mort de son père, marquis de Villeroy et d'Alincourt, seigneur de Magny, gouverneur du Lyonnais, Forez et Beaujolais, et grand maréchal des logis de la maison du roi.

Il fut chargé de plusieurs ambassades à Rome, où il négocia le mariage de Henri IV avec Marie de Médicis, nièce du pape, et mourut à soixante-seize ans, en 1642, à Lyon, d'où son corps fut rapporté à Magny.

A l'époque de la Ligue, il était gouverneur, pour le duc de Mayenne, de Pontoise et du Vexin français, mais son père et Duplessis-Mornay l'ayant décidé à se rattacher à la cause royale, il commença par se rendre indépendant de

Mayenne, dans la forteresse de Pontoise, et il fit ensuite son accommodement, en toute liberté, avec Henri IV.

Ses descendants, le maréchal duc de Villeroy, gouverneur de Louis XIV, et le maréchal duc de Villeroy, ami de ce grand prince et gouverneur de Louis XV, sans oublier Magny, puisqu'ils y firent construire la chapelle et le mausolée dont nous avons parlé et bâtir la halle, me paraissent avoir peu résidé dans leurs châteaux de Magny et d'Alincourt, où ils entretenaient seulement de nombreux officiers.

M^{me} de Villeroy, née Madeleine de l'Aubespine, survécut à son mari et à son fils. Elle avait été, comme nous l'avons dit, l'ornement de la cour, sous les règnes de Charles IX, de Henri III et de Henri IV. Son esprit et sa beauté ont été célébrés par les poètes du temps, et notamment par Desportes, Ronsard et Bertaut, qui fut depuis évêque de Séez. Ce dernier nous apprend que M^{me} de Villeroy était blonde, car il commence ainsi une charmante épître qu'il lui adresse :

Vos beaux cheveux dont la blondeur égale
Celle du lin mêlé de filets d'or...

Cette femme illustre a composé elle-même des poésies gracieuses et traduit en vers des épîtres d'Ovide.

Elle avait le goût des arts, et les artistes les plus distingués, tels que Jean Goujon et Germain Pilon, avaient concouru à l'embellissement de son château de Villeroy, près Corbeil, où se lisait sur toutes les frises les devises de cette famille :

*Virtutis fortuna comes, — Per ardua surgo, —
Virtuti nulla procella nocet.*

Mais, au mois de novembre 1590, pendant la guerre civile de la Ligue, le duc de Parme ayant pris d'assaut la ville de Corbeil, passé la garnison au fil de l'épée et pillé la ville, saccagea aussi le château de Villeroy, et massacra les vieillards, les femmes et les enfants qui, au nombre de plusieurs mille, y avaient cherché un refuge, parce que M^{me} de Villeroy avait obtenu des chefs des deux partis la promesse d'épargner son château.

Cet affreux événement¹ affecta profondément

1. Lors du sac de Corbeil et du château de Villeroy, une seule femme échappa à la brutalité des soldats : c'était la sœur d'un officier qui eut beaucoup de peine à l'arracher de leurs mains. Dans cette même guerre de la Ligue, nous

M^{me} de Villeroy, et, à partir de ce moment, elle fixa son séjour à Magny, où elle recevait ce qu'il y avait de plus distingué, dans la société du temps, par la naissance et le mérite.

Après la mort de son mari, M^{me} de Villeroy partagea son temps entre l'étude et la piété; elle mourut dans un âge très-avancé et fut inhumée dans l'église de Magny, près de son mari et de son fils.

Le dernier descendant des Villeroy périt sur l'échafaud révolutionnaire en 1794, mais la famille de l'Aubespine subsiste encore.

Jean-Baptiste Santerre, peintre célèbre, naquit à Magny, le 1^{er} janvier 1658, de Jean Santerre, procureur, et de Marie Danneau; il eut pour parrain M. Jean Lefebvre, lieutenant général du bailliage, et pour marraine M^{me} Marie de Dam-

voyons Henri IV partir de Magny, s'arrêter à Vernon et à Pont-de-l'Arche et se présenter devant Louviers; qui se rend, pour éviter d'être emporté de vive force. Le roi en donne le commandement au maréchal de Biron et s'éloigne. A peine est-il parti que le maréchal livre la ville au pillage. Les chefs et les soldats y firent un immense butin, parce que les habitants des environs s'y étaient réfugiés avec ce qu'ils avaient de plus précieux. Le pillage, le viol et le massacre, tel était le sort des villes emportées d'assaut et quelquefois de celles qui se rendaient, et il se trouve encore des per-

pont, femme de M^{sr} de Serans. Sa famille était l'une des plus considérables de la ville¹.

Il fut placé fort jeune à Paris dans l'école de Boullogne, peintre renommé du temps, où il fit de rapides progrès.

Santerre avait déjà de la réputation, quand on parla un jour devant Louis XIV d'une Madeleine qu'il venait de peindre pour un particulier. Le roi voulut voir cette peinture, dit M. Blanc dans son *Histoire des Peintres*, et l'ayant trouvée admirable, la fit tout simplement placer dans son cabinet, pensant que le possesseur du tableau se ferait un plaisir de le lui céder.

Ayant été choisi pour peindre l'autel dédié à sainte Thérèse, dans la chapelle du château de Versailles, Santerre représenta la sainte en extase au moment où lui apparaît un ange qui lui perce

sonnes qui regrettent ces tristes époques qu'elles appellent « le bon vieux temps! »

1. Je fais ici cette observation, parce que, dans le but sans doute de rehausser la gloire de Santerre, plusieurs biographes, et entre autres le dernier, M. Blanc, le font naître de parents pauvres. Dans les arts, comme dans les autres carrières, l'homme qui s'élève a certainement plus de mérite quand il a dû triompher des obstacles de la pauvreté, mais il ne faut pas sacrifier la vérité au désir d'embellir un récit.

le cœur d'une flèche; mais il mit tant de beauté, tant de séduction dans la figure de l'ange, et une telle expression de félicité céleste et d'amour divin dans la tête de Thérèse, que le tableau parut dangereux à certaines personnes, et le bruit courut que les prêtres chargés de desservir cette chapelle évitaient d'y célébrer la messe devant l'image de la trop belle sainte. Ce récit est celui de M. Blanc; d'autres historiens disent seulement que, quand il y avait office dans cette chapelle, on voilait le tableau afin d'éviter des distractions à l'assistance.

Quoi qu'il en soit, la beauté de sainte Thérèse fit une sensation extraordinaire à la cour, et toutes les grandes dames voulurent être peintes par Santerre.

Après s'être livré quelque temps au portrait, il renonça à ce genre qui lui parut ingrat, disent les biographes (sans doute à cause de l'exigence de ses clientes, qui voulaient toutes être aussi belles que sainte Thérèse), et il se mit à peindre des figures de fantaisie.

Il avait ouvert une école de jeunes personnes à qui il enseignait le dessin, et qui lui servaient de modèles; la plus célèbre, la favorite du maître,

était Madeleine Blanchot, dont les contemporains ont vanté la beauté et le talent, et à qui l'on doit des copies de plusieurs tableaux de Santerre.

C'est d'après ces modèles qu'il peignit successivement la Chanteuse, la Dormeuse, la Coupeuse de choux, la Cuisinière, la Femme à la lumière, la Femme qui cache une lettre, celle qui tire un rideau pour se faire voir, celle qui met un voile, la Coquette, la Pèlerine, la Rêveuse, la Femme colère, etc., et plusieurs vierges. Toutes figures gracieuses, et ou, chose rare, la fraîcheur du coloris égalait la pureté du dessin.

Santerre fut reçu à l'Académie en 1704. Son tableau de réception, si connu par la gravure, représente Suzanne surprise au bain par les vieillards. « Qu'elle est charmante, dit M. Blanc, cette Suzanne, dans sa délicate pudeur, dans sa beauté discrète, dans la simplicité de son attitude modeste ! Ce n'est pas là, sans doute, la chaste épouse de l'Écriture, celle qui demeura fidèle à Joachim et fut sauvée par Daniel ; c'est une Suzanne toute moderne, et rapprochée de nous par sa grâce et sa physionomie toute française. »

Un tableau de Santerre non moins célèbre représente Adam et Ève dans le paradis terrestre. Cette admirable peinture souleva, dans le temps, de grands débats ; la manière dont l'auteur avait indiqué que nos premiers parents étaient sortis directement des mains de Dieu, parut peu orthodoxe aux ignorants, mais de graves théologiens justifiaient le peintre.

Santerre, comme Poussin et quelques-uns des plus grands artistes du siècle de Louis XIV, avait son logement au Louvre ; il y mourut en 1717, après avoir brûlé, par scrupule de conscience, presque tous ses dessins. Quelques-uns ont échappé, et annoncent, dit M. Blanc, par leurs grâces et leur fini précieux, la main qui les a produits.

Il existe de Santerre :

Au musée du Louvre, deux tableaux, Suzanne au bain et un portrait de femme vue de trois quarts, vêtue d'une robe montante attachée sur la poitrine par une agrafe en pierreries ;

Au musée de Nantes, deux tableaux, une Cuisinière et une Jeune fille endormie sur son ouvrage ;

Et au musée de Rouen, une Chanteuse tenant à la main un cahier de musique.

Pour donner une idée du mérite des tableaux de Santerre, son dernier biographe dit que le tableau d'Adam et Eve fut adjugé en 1776, dans une vente publique, pour 12,400 fr., et la Coupeuse de choux pour 3,215 fr.

Nous retrouvons ce dernier tableau, en 1780, dans une autre vente publique, où il fut adjugé au duc de Rohan-Chabot pour 6,899 fr.

Si un tableau de ce maître se trouvait aujourd'hui dans une vente, il atteindrait certainement un prix considérable.

La savante notice de M. Blanc sur Santerre présente cependant une omission. L'historien fait bien ressortir la prédilection et le talent du peintre pour les figures de femme, mais il ne parle pas de ses portraits d'homme, et l'on sait que Santerre excella également dans ce genre ; témoin le portrait de Boileau, dont ce poète fit hommage à la ville de Lyon, qui lui faisait une pension. Ce tableau excita l'admiration générale ; tous les beaux esprits du pays (et Lyon était une ville fort lettrée) firent des vers pour mettre au bas de ce portrait, selon l'usage du temps. En

voici de très-jolis que Brossette, l'ami du grand poète, nous a conservés :

Vous qui voulez savoir quel est le personnage
Représenté dans ce tableau,
Approchez-en un sot ouvrage,
Et vous reconnaîtrez Boileau.

Boileau ne voulut pas demeurer en reste avec les poètes lyonnais, et il fit pour son portrait ce quatrain :

Ne cherchez point comment s'appelle
L'écrivain peint dans ce tableau,
A l'air dont il regarde et montre *la Pucelle* ¹,
Qui ne reconnaîtrait Boileau.

Ce portrait fut immédiatement reproduit par la gravure; mais il paraît que le graveur avait moins bien réussi que le peintre, car Boileau lui lança cette épigramme :

Du célèbre Boileau tu vois ici l'image.
Quoi ! c'est là, diras-tu, ce critique achevé ?
D'où vient le noir chagrin qu'on lit sur son visage ?
C'est de se voir si mal gravé.

1. *La Pucelle*, poème épique fort médiocre, que tout le monde vantait, parce que Chapelain, son auteur, avait beaucoup de crédit à la cour. Boileau fut le premier qui osa le critiquer.

M. Dailly (Marc-François), né à Magny en 1724, entra jeune dans l'administration des finances, et s'y fit remarquer par une rare aptitude. Il publia plusieurs mémoires sur des questions de finance, d'économie politique et d'agriculture, et ces travaux lui méritèrent l'amitié de Turgot et de Franklin, du président d'Ormesson, de Malesherbes et de Necker. Il devint successivement premier commis des finances, directeur général des vingtièmes et conseiller d'État. En 1787, il fut procureur général, syndic de l'assemblée provinciale de l'Ile-de-France, où siégeait aussi M. Hennin, son compatriote.

En 1789, M. Dailly fut élu député du tiers état aux états généraux par les bailliages de Magny et Chaumont, et présida, comme doyen d'âge, les premières séances de cette grande assemblée; nommé, après la session de l'Assemblée constituante, membre du département de Paris, il résigna ses fonctions, ne voulant pas s'associer aux mesures violentes de cette époque, et il passa dans la retraite les temps les plus orageux de la Révolution.

Élu sénateur en novembre 1799, il ne jouit

pas longtemps de cette dignité, étant mort au mois d'août 1800.

Pendant le cours de sa longue carrière, M. Dailly entretint des relations très-suivies avec Magny. On le retrouve partout et toujours quand il s'agit d'être utile à la ville, ou de rendre service à ses concitoyens. La ville reconnaissante a donné son nom au boulevard où se tiennent les fêtes publiques.

M. Damesme (Louis-Emmanuel-Aimé), né à Magny le 19 avril 1757, mort à Paris en 1822, fut un architecte distingué; il a construit, entre autres édifices remarquables, le théâtre royal de Bruxelles, les prisons de la même ville, et le théâtre de la rue Chantereine, à Paris. A propos de cette dernière construction, le *Dictionnaire des artistes* raconte que l'empereur de Russie, Alexandre I^{er}, ayant assisté à une représentation de ce théâtre, fut si charmé de la disposition de la salle, qu'il en demanda les plans à Damesme, afin d'en faire bâtir une semblable à Saint-Petersbourg.

Cet artiste avait remporté le prix sur de nombreux concurrents, dans un concours ouvert avant la Révolution, pour la construction d'un arc de

triomphe, que les événements empêchèrent d'exécuter.

C'est lui qui a construit, en 1786, la maison, rue de Crosne, à Magny, que j'ai héritée de mon père¹, et qui, si elle laisse à désirer sous certains rapports, a aussi des parties bien traitées. Damesme en rejetait les défauts sur les ordres trop absolus qu'il recevait du propriétaire. (Ce propriétaire, M. Saussay, né à Magny, chimiste distingué, était pharmacien à Saint-Domingue, et, voulant finir ses jours au pays natal, s'y était fait bâtir cette maison, dans le genre de celle qu'il possédait aux colonies; mais il ne put réaliser son projet, ayant péri lors du soulèvement des nègres en 1791.)

Dulaure et plusieurs autres historiens des environs de Paris parlent avec estime de cette construction et du talent de M. Damesme.

Magny fut aussi le berceau de la famille Hennin, dont les membres remplissaient en cette ville, dans la première moitié du XVIII^e siècle, les fonctions de notaire, avocat, procureur.

1. Jean-Germain Feuilloley, commissaire de marine en retraite, membre de la Légion d'honneur et du conseil général de Seine-et-Oise, décédé à Magny en 1847.

Cette famille a produit plusieurs hommes très-distingués. L'un d'eux, Pierre-Michel Hennin, né à Magny le 31 août 1728, employé d'abord au ministère des affaires étrangères, montra tant de capacité qu'il fut nommé, en 1764, ministre résidant en Pologne, et, deux ans après, envoyé à Genève. M. Hennin déploya la plus grande habileté au milieu des troubles politiques qui déchiraient ces malheureux pays. A son retour, il devint premier commis des affaires étrangères, puis secrétaire du conseil d'État et du cabinet du roi.

Il fut secrétaire des assemblées des notables en 1787 et 1788. Le brevet, signé par le roi et contre-signé par le baron de Breteuil, se trouve en tête des procès-verbaux. On y lit que Sa Majesté, ayant résolu de faire tenir une assemblée de notables personnages de son royaume, pour prendre leurs bons avis et conseils sur des propositions importantes concernant le bien de son État, elle a jugé nécessaire de nommer une personne de capacité et de fidélité pour servir de secrétaire en ladite assemblée. En conséquence, Sa Majesté fait choix du sieur Pierre-Michel Hennin, secrétaire du conseil d'état et du cabinet du roi.

M. Hennin fut à la hauteur de sa mission, et reçut les félicitations de cette grande assemblée, composée des princes du sang et de tout ce que la noblesse, le clergé et le tiers état renfermaient de plus illustre.

Pendant la Révolution, M. Hennin remplit diverses fonctions administratives jusqu'en 1794; mais son nom ayant été porté, à son insu, par des conspirateurs sur une liste des ministres qui devaient être appelés au pouvoir, après le renversement de la Convention, il perdit tous ses emplois, et passa le reste de ses jours dans la retraite. Il est mort en 1807.

M. Hennin possédait une instruction très-étendue et très-variée. Pendant son séjour à Genève, il avait fait la connaissance de Voltaire, qui résidait à Ferney; et, jusqu'à la mort de cet homme célèbre, il entretint une correspondance suivie avec lui. Avant la Révolution, il était membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, mais il ne fit point partie de l'Institut.

M. Hennin a publié, en 1796, sa correspondance diplomatique.

Un de ses frères fut procureur du roi, puis inspecteur général des domaines à Versailles, et

fit partie de l'Assemblée provinciale de l'Ile-de-France.

Le dernier représentant de cette illustre famille, héritier des goûts littéraires et des talents de ses pères, est décédé en 1863, dans un âge avancé, après avoir légué à la bibliothèque de l'Institut sa collection de manuscrits et d'autographes, comprenant plus de dix mille pièces, et, à la Bibliothèque impériale, sa collection d'estampes, le plus riche don en ce genre, dit le rapport à l'Empereur, qui ait jamais été fait à ce grand établissement.

Quoique j'aie toujours évité de parler des personnes vivantes, je ne puis me dispenser de dire que notre époque fournira aussi, sous le rapport des talents, son contingent à l'histoire locale. Ainsi, l'un de nos compatriotes, M. Bouteille, s'est fait un nom distingué dans le monde savant par de remarquables travaux sur la botanique ; un autre, M. Alfred Potiquet, a publié des ouvrages estimés sur le service des ponts et chaussées.

CANTON DE MAGNY.

Le canton de Magny renferme un bourg et vingt-six communes rurales.

Le bourg est la jolie commune de la Rocheguyon sur la Seine, avec son merveilleux château, théâtre de tant de combats et d'événements divers, témoin de la visite de plusieurs souverains et d'une foule d'illustres personnages, et qui, lorsque son terrible rôle de forteresse féodale fut terminé, devint le séjour des lettres, des sciences et de la bienfaisance¹ !

1. L'histoire de la Rocheguyon, qui commence à Guyon, fondateur du château en 998, et finit, de nos jours, au feu-comte Georges de la Rochefoucauld, fondateur de l'hospice des enfants convalescents, a tenté plusieurs hommes de talent et, entre autres, M. Alexandre père, ancien notaire, le poète Vigée et M. Auger, agréé à Versailles. Mais il me semble que ces écrivains ont trop négligé le bourg qui charmait Boileau et Lamartine, et sa population qui montra toujours tant d'énergie depuis les guerres féodales jusqu'aux plus mauvais jours de la Révolution.

Les vingt-six communes rurales sont Aincourt-en-Arthie¹, Ambléville, Aménucourt, dit Beauregard, Arthie, Arthieul, Banthélu, Blamécourt, Bray-lu, Buhy, la Chapelle, Charmont, Chaussy, Chérence, Genainville, Hautile, Hodent, Maudétour, Montreuil, Omerville, Saint-Clair, Saint-Cyr-en-Arthie, Saint-Gervais, Vetheuil, Vienne-en-Arthie, Villers-en-Arthie, et Wy, dit Joli-Village (surnom que cette commune doit à Henri IV).

M. Cassan, dans sa *Statistique*, a donné des notices sur toutes ces communes; mais, d'après le plan qu'il s'était tracé, il ne consacre à chacune d'elles que quelques lignes, ce qui est

1. Les mots *en-Arthie* servent à distinguer de leurs homonymes les communes jadis situées dans la forêt d'Arthie, qui tirait son nom du plus puissant manoir de la contrée, et qui fut vendue pour payer la rançon de saint Louis.

Les mots en *ville* et en *court*, si communs dans notre pays, viennent de *villa* et de *curtum*, deux mots qui, à une nuance près, avaient la même signification : domaine rural. Le surplus du mot indique ordinairement le nom du propriétaire du domaine, comme Omerville, Alaincourt, ou quelquefois une particularité du lieu, comme Aménucourt, *Amœnum Curtum*, charmant domaine, ou, comme on dit vulgairement, *Beauregard*, Villarceaux, *Villa arcium*.

Les noms qui finissent en *euil* viennent aussi de *villa* par le changement du V en U, comme Montreuil, *Vetheuil*, que l'on écrivait jadis Montreuille (*Monasterii villa*) Vetheuille.

insuffisant pour les faire connaître. J'ai donc le projet d'entreprendre pour elles ce que j'ai tâché de faire pour Magny. Je voudrais retracer, autant que possible, leur origine, l'étymologie de leurs noms, leur situation, ce qui distingue leur sol, les événements dont elles ont été le théâtre, leurs monuments, et indiquer les personnes dont la naissance ou le séjour les ont illustrées. Je voudrais aussi retracer le sort des populations rurales aux différentes époques, l'influence du christianisme, du droit de propriété, de l'abolition des droits féodaux, des grandes améliorations modernes, et, par la comparaison des temps, leur apprendre à apprécier et à aimer la civilisation et le gouvernement sous lequel nous avons le bonheur de vivre.

Ce petit travail exige nécessairement du temps et des recherches, mais j'espère qu'il présentera quelque intérêt sous le double rapport de l'aspect pittoresque de la contrée et des souvenirs historiques.

Notre canton, en effet, limité par la Seine avec ses grandes falaises et par l'Epte dont les bords sont couverts de gracieux paysages, offre une grande variété de sites. On y trouve de

belles plaines de culture et de vastes prairies, et, près de là, des territoires fortement accidentés, fécondés par un travail énergique, de nombreux cours d'eau animés par des moulins et des fabriques, des bois, quelques vignobles, des carrières, des monts comme ceux que couronnent les châteaux de Villers et du Héloy, à 200 mètres au-dessus du niveau des rivières voisines, un grand nombre d'églises remarquables à divers titres, des châteaux pleins de souvenirs, et enfin près de cent villages, les uns cachés dans de riannes vallées, les autres élevés sur des plateaux, et quelques-uns ayant l'aspect de petites villes.

Quant à l'intérêt historique, la simple esquisse de M. Cassan, dont les traits sont d'ailleurs si bien choisis, peut en donner une idée.

Je suis donc convaincu que notre pays offre les éléments d'une étude intéressante, et je serais heureux si je pouvais élever ce petit monument en l'honneur d'un canton qui m'a donné tant de preuves d'affection.

FIN.

TABLE.

Notice historique.	7
Monuments	73
Notices biographiques.	90
Canton de Magny.	111

PARIS. — J. CLAYE, IMPRIMEUR, RUE SAINT-BENOIT, 7.









